

A.L.N. : ARMÉE D'UNE RÉVOLUTION

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*

Directeur : *Yves Courrière*
Rédaction : *J. Fontugne*, *C. Meyer*, *J. Kohlmann*, *A.-P. Lentin*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebélo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Services des Ventes : *Georges Darmon*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.
Tél. 325-11-82. Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14°. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
16 numéros : 373 à 403
45 FF - 45 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection. Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant. Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.



Dans les montagnes du Constantinois, le refuge d'un petit groupe de l'A.L.N. : le danger vient très souvent du ciel.

PROCHAIN NUMÉRO : PROMENADE EN ALGÉRIE

• Alger et la côte
La place du Gouvernement et la Casbah, la Djemaa-el-Kébir et Notre-Dame d'Afrique, Bab-el-Oued et le Front-de-Mer : une ville tout à la fois musulmane et chrétienne, turque et française, arabe et européenne. Un creuset où tous les peuples de la Méditerranée apportèrent depuis plus de deux mille ans leurs traditions et leur exubérance.

• Sur les traces des Romains
De la Mitidja à la Kabylie et à l'Aurès, d'Alger à Bougie et à Bône les vestiges de la présence romaine s'imposent à chaque pas. Puis l'Islam a apposé son empreinte indélébile et la colonisation européenne est venue. Mais les Berbères des hautes terres n'ont jamais abandonné leurs traditions.

• Oran : une création coloniale
Une terre d'élection pour les immigrants de souche paysanne en quête de terres à blé ou à vignoble : l'Oranie. Une ville et un port où se succédèrent les Almohades, les Espagnols et les Français : Oran-Mers el-Kébir. Des influences qui s'imbriquent, mais touchent peu les gens du bled... toujours prêts à entrer en dissidence.

• L'immensité saharienne
Le massif du Hoggar, le Tassili, le Tanezrouft, le pays des Hommes bleus... Un monde longtemps inconnu, angoissant, mystérieux. L'évocation des caravanes de chameaux et des drames de la soif. Mais aujourd'hui, un désert livré aux touristes ou éclairé par les torchères des puits d'Hassi-Messaoud.



Sommaire Historia magazine spécial n° 379



Les hommes de l'A.L.N. passent...

Couverture : Poli/Rapho



Coll. Courrière

L'ARMÉE D'UNE RÉVOLUTION

Lédé

Ci-dessus : **l'Aurès, berceau de la rébellion.** *En haut :* **les chefs historiques : Rabah Bitat, Ben Boulaïd, Didouche Mourad, Mohamed Boudiaf. Assis : Krim Belkacem, Ben M'Hidi.**

Les six hommes qui, dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954, lancent, au nom du Front de libération nationale (F.L.N.), l'ordre d' « insurrection générale contre le colonialisme français sur tout le territoire algérien » ont tous suivi le même itinéraire politique. Ils ont fait partie de l'Organisation Spéciale (O.S.) du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (M.T.L.D.), formation nationaliste de masse, héritière du Parti populaire algérien (P.P.A.), et sont passés à la clandestinité après le démantèlement de l'O.S. (1949-1950). Ils ont créé, en compagnie d'Ahmed Ben Bella, de Mohamed Khider et d'Hocine Aït Ahmed, qui les représentent au Caire, le « Comité révolutionnaire d'unité et d'action » (C.R.U.A.), constitué, en avril 1954, pour surmonter, dans le combat, les dissensions entre deux factions rivales du M.T.L.D. : les « messalistes », fidèles au fondateur du P.P.A., Messali Hadj, et les « centralistes », membres de la direction officielle du M.T.L.D., qui, sous la férule d'Hocine Lahouel, contestent l'autorité du vieux leader. Le 1er novembre 1954, ils commandent les actions armées de petits groupes de choc dans cinq grandes régions de l'Algérie : Larbi Ben M'Hidi en Oranie, Rabah Bitat dans l'Algérois, Krim Belkacem en Kabylie, Mourad Didouche dans le ▶

1955: le maquis touche son premier armement moderne

Nord constantinois et Mostefa Ben Boulaïd dans l'Aurès. Mohamed Boudiaf, lui, assure la liaison avec les trois hommes du Caire.

L'A.L.N. (Armée de libération nationale) qui, sous leurs ordres, prend les armes, n'est qu'un rassemblement disparate de quelques centaines de partisans armés, de la manière la plus hétéroclite, de fusils de chasse, de mousquetons, de vieux pistolets, de grenades « récupérées » ici ou là, d'engins explosifs de fabrication artisanale, de poignards. Ces « soldats de l'ombre » mal équipés ne mènent que quelques opérations limitées : harcèlement de casernes, de postes de gendarmerie, de commissariats, de bâtiments de l'administration publique, de dépôts d'armes.

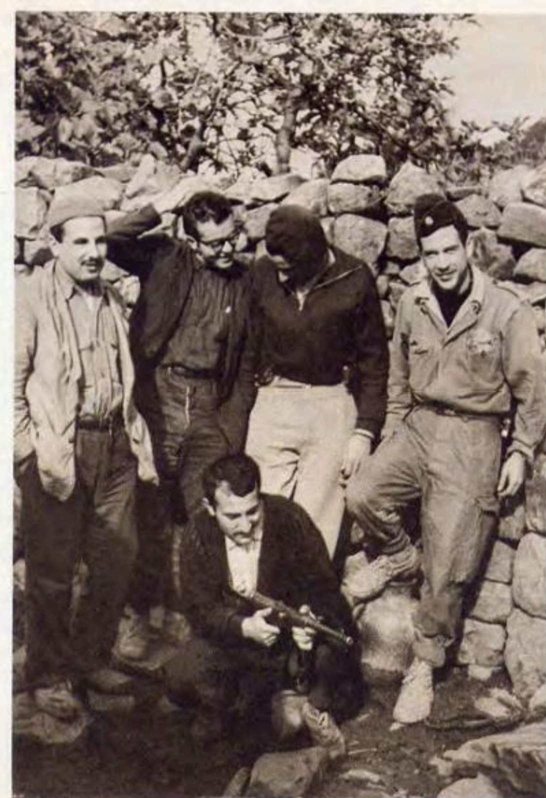
Un jeune homme aux cheveux roux

Une véritable guerre commence cependant dans les zones montagneuses, tourmentées, d'accès difficile, de l'Aurès et des Nemencha, où le soulèvement est important au sein d'une population déshéritée et fière, qui n'a jamais accepté aucune occupation, même avant la conquête française.

Accrochages, sabotages, embuscades... 5 000 soldats, gendarmes et C.R.S. français effectuent, sur un territoire immense, leurs premiers « ratissages » dans la région d'Ouenza, aux confins algéro-tunisiens (décembre 1954). 5 000 hommes, appuyés par des blindés, de l'artillerie et de l'aviation, « nettoient » le djebel Amar-Khadou, dans la zone nord du massif de l'Aurès (c'est, le 19 janvier 1955, l'opération « Véronique »). Au sud du massif, 4 000 hommes se déploient sur les pentes des djebels Tizé et Fouchi (opération « Violette », le 23 janvier). Le cycle infernal de la répression (bombardement de villages, exécutions sommaires, arrestation de civils « suspects ») et de la rébellion, armée ou non, est enclenché. Il ne s'arrêtera définitivement qu'en 1962, lorsque les Algériens auront gagné leur indépendance.

En Kabylie, le groupe armé le plus offensif est celui que l'ancien sergent de l'armée française Omar Ouamrane, adjoint de Krim Belkacem, a ramené dans la région de Mirabeau, après l'échec de l'attaque de la caserne Bizot, à Blida, dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954. Trois autres groupes plus mobiles, forts d'une cinquantaine d'hommes, ne mènent que des opérations légères, en fait de terrorisme (assassinat, incendie de fermes de colons français, destruction de poteaux télégraphiques et de pylônes électriques).

Même aidés par environ 1 500 « auxiliaires », 200 maquisards n'ont évidemment pas intérêt à rechercher le contact avec les 500 soldats, gendarmes et C.R.S. français qui, dans le cadre de l'opération



Coll. particulière

◀ L'Armée de libération nationale, à l'aube de la rébellion, n'est encore qu'un rassemblement disparate de quelques centaines de partisans éparpillés dans les maquis de l'Aurès et de Kabylie. Paysans, ouvriers et intellectuels s'y...

...côtoient, unis par leur seule volonté révolutionnaire. Leur principale activité est le terrorisme : assassinats, incendie de fermes de colons français, destruction de poteaux télégraphiques, de pylônes électriques, massacre de bétail, etc. ▶





Coll. Courrière

◀ Les chefs des maquis de Kabylie se sont réunis. *De gauche à droite :* Belkacem Krim, Mohammedi Saïd, Si M'hamed, Slimane Dehilès, dit Si Sadek, et, *à l'extrême droite :* Omar Ouamrane.



Distribution d'armes à des *moussbilin,* ces supplétifs recrutés comme auxiliaires temporaires au sein de la population civile. Parmi leurs nombreuses tâches : les sabotages et le renseignement. ▶

« Aloès » engagent, sur le terrain, des moyens relativement puissants.

Ame de cette résistance, Krim Belkacem, qui se déplace sans cesse à pied ou à mulet, pour inspecter ses premières troupes, a réalisé que la « guerre psychologique » est aussi importante que la « guerre des fusils ». Il fait envoyer des circulaires aux responsables F.L.N. qui commencent à exercer leur influence dans un certain nombre des 2 000 villages de Kabylie et il explique, dans ses directives, que les fonctionnaires autochtones de l'administration française et les notables locaux — les bachaghas, les caïds, les chefs de clan, les gardes champêtres — doivent être menacés de mort, mais que la menace ne doit être mise à exécution que si ces « collaborateurs », discrètement contactés, refusent de rendre certains services au F.L.N. (renseignements, ravitaillement, soins médicaux, etc.). Le F.L.N. doit, simultanément, montrer aux paysans que les partisans, les *yay n'oudhrer* (ceux de la montagne) sont avant tout des redresseurs de torts, des justiciers décidés à frapper les détenteurs du pouvoir — français ou algériens — qui exploitent et humilient



Coll. particulière



Coll. particulière

les pauvres gens. Il ne sera pas toujours écouté par ceux auxquels il s'adresse.

En février 1955, le premier armement moderne, que Ben M'Hidi réceptionnera pour l'acheminer vers les maquis, est débarqué, du navire *Athos*, à Nador (Maroc espagnol). Les chefs convoyeurs sont Ben Bella et un étudiant de l'université El-Azhar, au Caire, un jeune homme long, maigre et sec, aux cheveux roux frisés, qui s'appelle Mohamed Bou Kharouba et qui, en devenant, avec l'instituteur constantinois Abdelhafid Boussouf, l'adjoint de Ben M'Hidi, prendra le nom de guerre d'Houari Boumediene. Quant à Ben M'Hidi, il est si occupé à répartir les armes reçues entre différents groupes de combattants qu'il ne se rend pas à Alger pour y rencontrer les autres leaders de l'insurrection, comme il avait été convenu le 1er novembre 1954.

Mourad Didouche a été tué dans un engagement dans le Nord constantinois (c'est son adjoint, Zighout Youssef, de Condé-Smendou, qui le remplace). Ben Boulaïd, parti pour acheter des armes à Tripoli, a été arrêté par des militaires français, le 9 février, à Ben-Gardane, à la frontière tuniso-libyenne. Krim Belkacem et Rabah Bitat se retrouvent donc seuls à Alger. Ils ont pour adjoints Ouamrane et Abane Ramdane, bachelier, ancien secrétaire adjoint de la commune mixte de Châteaudun-du-Rhumel, ancien membre du comité central du M.T.L.D., qui, condamné, en 1950, dans le « complot de l'O.S. », vient d'être libéré, et va devenir le principal théoricien et animateur de cette équipe dirigeante. Abane semble avoir la « baraka » puisque, le 23 mars, à peine entré dans la lutte, il échappe de peu, avec Krim Belkacem, à une souricière qui a été tendue par la police, à Alger, non loin de la place du Gouvernement, et dans laquelle tombe Rabah Bitat.

Une certaine anarchie

Les principaux lieutenants de Krim Belkacem sont Ouamrane, dont les forces occupent maintenant la vallée du haut Sebaou, Mohammedi Saïd, dit Si Nasser, corpulent et chauve, dévot et borné, mais courageux au combat, qui commande en Petite Kabylie, de Bougie à Sétif et enfin Aït Hamouda Amirouche, petit bijoutier kabyle de Relizane, militant du M.T.L.D. ardent, volontaire et ambitieux que le grand chef de l'A.L.N., a mis à l'épreuve et recruté à l'issue d'une longue entrevue à Illiten.

Amirouche prend la responsabilité de l'organisation de l'A.L.N. dans la vallée de la Soummam, de Sidi-Aïch à Bouira. C'est cependant Abane qui coordonne, organise et politise l'ensemble de ces maquis. C'est lui qui élabore la stratégie générale du F.L.N. et la tactique de l'A.L.N., celle du harcèlement : « Les combattants doivent attaquer par surprise, mais dès qu'ils voient l'ennemi se concentrer, ils doivent se disperser dans les montagnes et disparaître comme des fantômes. »

Les « fantômes » impressionnent la population, mais leur vie est dure : marches épuisantes, cantonnements aléatoires, nourriture frugale, souvent réduite aux laitages et à la *kesra*, la galette d'orge. Ils se plaignent des rigueurs de l'hiver, et Abane monte un service d'intendance clandestin pour leur faire parvenir d'Alger des vêtements chauds et des passe-montagnes.

A la demande du gouverneur général Soustelle, le gouvernement français décrète l'état d'urgence non seulement en Grande Kabylie, mais dans l'Est constantinois et dans l'Aurès, où se multiplient les attentats individuels, les attaques de convois, les embuscades. Dans ce berceau et ce sanctuaire de l'insurrection, les maquisards sont de plus en plus nombreux, mais leur chef, Chihani Bachir, qui a remplacé Ben Boulaïd, n'est pas à la hauteur de son prestigieux prédécesseur. Il ne parvient ni à s'imposer ni à empêcher les querelles personnelles entre ses lieutenants. Les rivalités entre groupes ethni- ▶



René Vautier

ques ou politiques antagonistes créent dans l'Aurès une certaine anarchie qui se maintiendra jusqu'à la fin de la guerre.

Des dissidences se produisent aussi en Kabylie, où les « messalistes » du M.N.A. (Mouvement national algérien), hostile au F.L.N., ont implanté, à la fin de l'hiver, deux petits maquis, l'un dans la région de Bouira-les Oucifs, sous la direction de Si Rabah, l'autre à Guenzet, sous la direction d'un ancien conseiller municipal M.T.L.D. de Bordj-Menaïel, Bellounis.



René Vautier

Scènes de la vie au maquis. *Ci-dessus :* un soldat de l'A.L.N. fabrique une mine avec un obus non explosé que des paysans lui ont apporté. Après l'Aurès et la Kabylie, le Nord constantinois, à son tour, s'embrase. Les opérations contre les unités françaises se multiplient à mesure que se gonflent les effectifs des maquis et que des armes parviennent des pays « frères », d'Égypte principalement.

René Vautier

Krim Belkacem décide, en juin, de liquider l'un et l'autre.

La tâche d'éliminer le premier groupe messaliste est confiée à Slimane Dehilès, *alias* Si Sadek, ancien ouvrier chez Peugeot, ancien colporteur, qui, dès novembre 1954, a quitté l'est de la France pour rejoindre les rangs de l'insurrection et qui s'est taillé une certaine notoriété dans le F.L.N. par sa bravoure, sa franchise, sa faconde pittoresque. Un commando de Si Sadek attaque à l'aube, par surprise, la petite troupe de Si Rabah, qui dormait dans une grotte; 34 hommes sont faits prisonniers et amenés jusqu'au douar des Beni-Bouadous. Voulant se gagner la population locale, Si Sadek fait libérer les originaires de la région, ainsi que Si Rabah, qui prend l'engagement — qu'il ne tiendra pas — de se rallier à l'A.L.N. Les autres sont exécutés à la mitraillette.

C'est avec les mêmes méthodes expéditives que 700 soldats d'Amirouche liquident, quelques jours plus tard, les messalistes de Guenzet (Bellounis réussit pourtant à s'enfuir). Ce succès confère une autorité nouvelle au jeune chef, qui établit son quartier général dans la région des

les 700 soldats d'Amirouche liquident les messalistes de Guenzet

Les habitants des douars les appellent les « hommes des montagnes ». Ils les craignent plus qu'ils ne les admirent et leur prêtent assistance plus pour échapper aux représailles que par conviction.



Karl-Breyer

Bibans, sur le versant est des monts du Djurdjura. Son étoile monte au ciel de Kabylie, et les volontaires — y compris des déserteurs des unités françaises — affluent dans son maquis, qualifié par Abane de « modèle ».

En juillet, presque toute la Kabylie a basculé dans le camp de l'insurrection. Au début de l'année, la part de contrainte a été assez forte dans l'action exercée sur la population par les maquisards qui, dans plusieurs régions, ont commencé par tuer les « traîtres faisant le jeu de la France ». Des succès militaires et l'action politique du F.L.N. ont cependant transformé, un peu partout, la crainte en adhésion. La grande majorité de la population est alors d'une manière plus ou moins exprimée, plus ou moins active, plus ou moins engagée, solidaire des combattants. Le « fellah », paysan le jour, devient fellagha la nuit, ou, s'il ne l'est pas lui-même, il lui apporte, de gré ou de force, son appui et son soutien, son aide permanente, et, pour le moins, son silence complice. Il l'héberge, lui offre le couvert et le gîte, le ravitaille, l'aide en permanence par divers moyens, et les femmes prient pour ses succès.

Après l'Aurès et la Kabylie, le Nord constantinois s'embrase à son tour. Les opérations de plus en plus mordantes des groupes de l'A.L.N. contre les unités françaises — notamment les parachutistes du général Gilles et du colonel Ducournau — dans le triangle Constantine-Djidjelli-Philippeville provoquent une dure répression (bombardements aériens, incendie de forêts, ratissage des douars, arrestations, incarcérations). « Puisque l'ennemi ignore les lois de la guerre, nous les ignorerons aussi », déclare Zighout Youssef, qui décide de lancer, le 20 août — date anniversaire de la déposition du sultan du Maroc Mohammed ben Youssef par les autorités françaises —, une offensive générale, qui sera « menée dans tout le Nord constantinois avec l'appui de la population » et qui « n'épargnera pas les civils européens ».

Condamnés à mort

Le soulèvement synchronisé en trente-neuf points de la région fait 71 victimes européennes. Les opérations de représailles engagées ensuite par les forces françaises avec le soutien des blindés, de l'artillerie et de l'aviation, font, selon le bilan officiel, 1 273 victimes (les chiffres réels sont sans doute plus élevés) au sein de la population musulmane. Celle-ci, après ce bain de sang, se range massivement du côté du F.L.N. L'insécurité devient si grande que l'état d'urgence est étendu à toute l'Algérie et que le contingent 1954 de l'armée française est maintenu sous les drapeaux.

L'armée française, renforcée (200 000 hommes), réoccupe la zone des Nemencha, évacuée au mois de mai, et, dans l'Aurès, le général Parlange, en réussissant, en septembre, à mettre hors de combat, à Djorf, 300 soldats de l'A.L.N., marque un point sur Chihani Bachir. Celui-ci, accusé d'incapacité, sera jugé par ses pairs et exécuté le 25 octobre.

Ben Boulaïd, qui avait été arrêté et condamné à mort, réussit cependant à s'évader, le 11 novembre, de la prison de Constantine, avec dix autres responsables de l'A.L.N. Lorsqu'il reprend sa place parmi ses hommes, après une périlleuse randonnée, il réorganise complètement ses troupes et les engage dans de nouveaux théâtres d'opération, notamment les monts de Tébessa.

Partout, de nouveaux combattants de l'A.L.N. entrent en action. Les premiers maquis importants se constituent en Oranie (à l'ouest de Tlemcen et aux confins algéro-marocains), dans les monts du Chélif (Orléansvillois), dans les monts du Dahra, à l'est, dans l'Atlas blidéen et jusqu'en bordure de la plaine de la Mitidja, aux portes d'Alger (le chef militaire du maquis de Chréa, Souidani, est tué, le 15 avril, dans un combat avec les forces françaises). En Kabylie, 1 500 combattants en uniforme sont solidement installés, surtout dans les régions de Tizi-Ouzou, Port-Gueydon, Azazga, Michelet, Bordj-Menaïel, Palestro.

Cette région est la seule où les opérations militaires se ralentissent provisoirement. Cette étrange accalmie s'explique par le fait que les services spéciaux français croient pouvoir implanter là, dans un calme relatif, une « force K » apparemment F.L.N., mais qui, téléguidée par des « officiers d'action psychologique », est censée servir leurs desseins. En réalité, les manipulateurs sont eux-mêmes manipulés, car les « pseudo-maquisards travaillant finalement pour la France » sont, en fait, de véritables agents de Krim Belkacem. Cette opération, baptisée « Oiseau

Kabylie : l'A.L.N. organise l'assistance aux nécessiteu


Coll. particulière

Ci-contre : **écusson de l'A.L.N.** *Ci-dessous* : **instruction au maquis. Elle va de l'alphabétisation à l'éducation politique. Il faut apprendre à lire et à écrire, mais aussi à connaître le sens du combat mené.**


René Vautier

bleu », qui durera jusqu'en septembre 1956, tournera, finalement, à la confusion de ceux qui l'ont montée.

Lorsque au printemps de 1956 le ministre résidant en Algérie, Robert Lacoste, successeur de Soustelle, se fait communiquer par le commandant des forces françaises en Algérie un rapport sur la situation militaire, il est surpris par le tableau « pessimiste » qui lui est présenté. On lui montre en effet, sur la carte, à côté de la partie blanche des « territoires relativement calmes », de vastes hachures rouges représentant les zones « rebelles » et des hachures grises, plus vastes encore, représentant les zones d' « insécurité » ou de « pourrissement ». Là, les opérations sont encore limitées, mais les grandes routes et même les voies secondaires ne sont pas sûres.

20 000 soldats de l'A.L.N., lui explique-t-on, combattent sous les ordres de chefs capables de leur faire exécuter des mouvements tactiques et même stratégiques relativement compliqués. Certes, les transmissions et les communications entre les différents groupes de l'A.L.N. sont quelque peu anarchiques, les médecins manquent pour soigner les blessés, et les commissaires politiques ne suffisent pas à leur tâche d'endoctrinement, mais le chemin parcouru depuis le 1er novembre 1954 est considérable.

Plus de deux millions d'Algériens vivent dans des zones où le contrôle du F.L.N. s'exerce plus effectivement que celui des autorités françaises. En Kabylie, l'A.L.N. organise l'assistance aux nécessiteux, lève l'impôt et rend la justice à la place des magistrats français. Dans le Nord constantinois, Zighout Youssef, réalisant une mini-réforme agraire, établit des « comités de métayage » dans certains domaines dont il a dépossédé les anciens colons et même dans certains « villages de colonisation », comme Roknia, abandonnés par les Européens.

Dans l'Aurès, enfin, déclare-t-on à l'état-major d'Alger, « la situation est particulièrement mauvaise », bien que le 11e « choc », le régiment des « missions spéciales » du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (S.D.E.C.E.), ait réussi à faire déposer au quartier général de Ben Boulaïd un transistor piégé dont l'explosion a provoqué, le 27 mars 1956, la mort du « grand chef rebelle » de la région. La légion étrangère s'est fait durement accrocher, le 8 mars, entre Khenchela et Khanga-Sidi-Nadji, par 100 fellaghas fortement armés, et le 6 avril, à Djorf, un accrochage d'une ampleur sans précédent (400 militaires engagés de part et d'autre) s'est soldé par un échec français.

Le gouvernement Guy Mollet, qui s'est fait donner des « pouvoirs spéciaux », croit pouvoir renverser cette situation grâce à un effort militaire considérable. Il décide, le 17 avril, le rappel de trois classes (300 000 conscrits) et des renforts arrivent dans tous les ports d'Algérie. Les combats redoublent de violence, y compris en Kabylie. Blocus de nombreuses « zones interdites », notamment celles de Tizi-Ouzou, Azazga, Fort-National, Michelet, Mirabeau, Camp-du-Maréchal, Haussonvillers, massif de Sidi-Ali-bou-Nab (installation de 517 postes militaires, opération « Arquebuse » en Petite Kabylie).

Un raid sanglant

Dans l'Algérois, un jeune cadre de vingt-deux ans de l'A.L.N. Ali Khodja, a constitué, sur le modèle des unités parachutistes françaises qu'il combat, un commando de choc d'une centaine de soldats (5 groupes de 20 hommes) particulièrement bien entraînés et équipés. C'est ce commando qui opère un raid sanglant au village de Saint-Pierre-Saint-Paul et une embuscade meurtrière au col de Sakamody, tandis que 19 soldats français trouvent la mort, le 18 mai, dans une autre embuscade tendue à Palestro.

Dans le Nord constantinois, les forces françaises ne parviennent pas à détruire le bastion de l'A.L.N. de la presqu'île de Collo, en dépit d'une opération air-terre appuyée, en mer, par le croiseur *Georges-Leygues*, et elles n'arrivent pas davantage,

René Vautier

Un supplétif. Il dépend de l'organisation politico-administrative (O.P.A.) de la wilaya qui structure la population à tous les échelons. Il assure, entre autres, la bonne marche des collectes et la levée de l'impôt. ▶



Lebrun

La palmeraie de Négrine, à la lisière du Sahara. Les chefs de la wilaya 1 ne réussiront jamais à imposer leur autorité aux soldats combattant dans les différentes zones et, par la suite, elle sera dirigée de Tunisie.

en dépit d'une offensive dans la région de Lafayette, à s'assurer le contrôle définitif du massif montagneux du Guergour, où le F.L.N. a minutieusement encadré la population.

Les progrès d'une A.L.N. de plus en plus aguerrie se concrétisent par l'homogénéisation croissante des armements, une meilleure utilisation des auxiliaires bénévoles pour le renseignement et le travail politique et par l'installation de toute une infrastructure de dépôts clandestins d'armes et de vivres. Des cadres de valeur, d'autre part, viennent prendre des commandements locaux lorsque l'Union générale des étudiants musulmans algériens (U.G.E.M.A.) lance, le 28 mai 1956, un ordre de « grève illimitée des cours » et que, répondant à son appel, plus d'une centaine d'étudiants abandonnent le stylo pour la mitraillette et les bancs de l'université pour les maquis.

Un tel développement rend nécessaire une direction nouvelle des forces insurgées. Ben M'Hidi, qui est allé s'entretenir de ce problème, au Caire, avec Ben Bella et les lèaders « extérieurs » de la rébellion, décide, avec Krim Belkacem et Abane, de convoquer à cette fin, « un congrès du F.L.N. »

Celui-ci se tient, du 20 août au 10 septembre 1956, dans la maison forestière d'Igbal, non loin d'Akbou, dans la vallée de la Soummam. Seize hauts responsables sont présents : 4 représentants de l'Algérois (Abane, Ouamrane, Slimane Dehilès, dit Si Sadek, Ahmed Bougarra, dit Si M'hamed, l'adjoint politique d'Ouamrane); 4 de la Kabylie (Krim Belkacem, Mohammedi Saïd, Amirouche, le commandant Kaci), 6 du Constantinois (Zighout Youssef, ses adjoints Ben Tobbal et Ali Kafi, Ben Aouda, Hocine Rouiba et Brahim Mezhoudi), un de l'Oranie (Ben M'Hidi) et un du Sahara et des hauts plateaux (Ali Mellah, un maquisard de Kabylie et de l'Algérois qu'Abane a chargé de prendre la tête des maquisards du Sud combattant notamment au djebel Bou-Kahil, dans l'Atlas saharien).

Il manque les représentants des combattants de l'Aurès (leur chef, Omar Ben Boulaïd, frère de Mostefa, a préféré demeurer dans sa région et Abane, qui met en doute sa représentativité, n'a plus insisté pour qu'il se rendît au congrès). Sont également absents deux des principaux fondateurs du F.L.N. dont le leader de la « délégation extérieure » du mouvement, Ben Bella et Boudiaf, qui ont attendu en vain, à San Remo, l'hypothétique embarcation qui aurait dû les conduire clandestinement jusqu'à un port algérien et qui accuseront Krim Belkacem et Abane de les avoir volontairement écartés d'une rencontre aussi cruciale afin de prendre le pas sur eux dans la hiérarchie du F.L.N.

Le « congrès de la Soummam » dote la résistance algérienne de ses instances dirigeantes : un pouvoir législatif, le ▶

les chefs historiques sont mis hors circuit

Conseil national de la révolution algérienne (C.N.R.A.), de 34 membres, et un pouvoir exécutif, le Comité de coordination et d'exécution (C.C.E.) de 5 membres (Abane, Ben M'Hidi, Krim Belkacem, Ben Youssef Ben Khedda, Saad Dahlab). Il met sur pied l'organisation militaire, politique et administrative du F.L.N. dans six « wilayas » (provinces) : la 1 (Aurès-Nemencha), la 2 (Nord constantinois), la 3 (Kabylie), la 4 (Algérois), la 5 (Oranie) et la 6 (Sud saharien). Il établit enfin les « règlements définitifs de l'A.L.N. »

La distinction est officiellement faite entre les *moudjahidin*, les combattants réguliers en uniforme, les *moussbilin*, supplétifs recrutés à titre auxiliaire et temporairement au sein de la population civile, et les *fidayin*, soldats de commandos chargés de missions spéciales (attentats, sabotages). Les grades de l'A.L.N., d'autre part, sont établis d'après ceux de l'armée française. Ils vont du *djoundi*, le deuxième classe (une étoile et un croissant rouges sur le calot), au *sagh ettani*, le colonel (trois étoiles rouges en passant par le *djoundi el-ouel*, le caporal (un V renversé sur le bras droit), l'*el-aarif*, le sergent (deux V rouges renversés); l'*el-aarif el-ouel*, le sergent-chef (trois V renversés), l'*el-moussead*, l'adjudant (un V souligné d'un trait blanc), l'*el-moulazem*, l'aspirant (une étoile blanche), le *moulazem ettani*, le sous-lieutenant (une étoile rouge), le *dhabet el-aouel*, le lieutenant (une étoile rouge et une étoile blanche), le *dhabet ettani*, le capitaine (deux étoiles rouges), le *sagh el-aouel*, le commandant (deux étoiles rouges et une blanche).

Sur le plan territorial, le chef d'une wilaya sera un colonel secondé par trois commandants, le chef de zone, un capitaine secondé par trois lieutenants, le chef de région, un sous-lieutenant secondé par trois aspirants, le chef de secteur, un adjudant secondé par trois sergents-chefs.

Sur le plan opérationnel, les unités de combat de l'A.L.N. seront, par ordre d'importance croissante : le *faoudj* (groupe) composé de 11 membres, dont un sergent et deux caporaux; la *ferka* (section), composée de 35 membres (trois groupes et le chef de section et son adjoint); la *katiba* (compagnie), comprenant 110 hommes (trois sections et cinq cadres) et enfin le *faïlek* (bataillon), de 350 hommes : trois compagnies et vingt cadres (rare sera, en fait, l'engagement d'une unité aussi lourde dans une guérilla par essence légère et mobile).

Sur le plan psychologique, les cadres de l'A.L.N., à tous les échelons, devront être fidèles à l' « esprit de la Soummam », un esprit qu'Abane définit en quatre mots « patriotisme, patience, courage, abnégation », et qu'un poète, le cheikh mozabite Zakharia, exprime en termes plus lyriques dans un chant, *Kassamen* (Nous jurons), qui deviendra l'hymne national algérien :

Par le fer et par la mitraille,
Par les flots de sang pur et sans tache,
Par les drapeaux de nos aînés,
Sur les djebels inviolés,
Nous jurons nous être révoltés
Pour vivre et pour mourir
Pour que vive l'Algérie,
Nous jurons, nous jurons, nous jurons...

Le premier des congressistes de la Soummam qui « meurt pour que vive l'Algérie » est Zighout Youssef, tombé les armes à la main, en septembre, non loin de son village natal de Condé-Smendou. C'est, après Mourad Didouche, le deuxième « grand patron » du Nord constantinois qui disparaît ainsi. Un mois plus tard, les autorités françaises, en capturant dans le ciel d'Alger l'avion qui, parti du Maroc, devait amener à la « Conférence intermaghrébine de Tunis », Ben Bella, Boudiaf, Khider et Aït Ahmed, mettent hors circuit quatre autres des « chefs historiques » de l'insurrection.

Après la grève de huit jours (28 janvier-4 février 1957) déclenchée par le C.C.E. et les affrontements de la « bataille d'Alger » entre les réseaux du F.L.N. et la 10e division de parachutistes qui a pris le contrôle de la capitale, à la place des autorités civiles françaises, un cinquième « chef historique », Ben M'Hidi, est arrêté, le 23 février, et « suicidé » le 4 mars. Les « paras » remportent, au prix d'une dure répression, systématiquement organisée, la « bataille d'Alger ». Traqués par les « forces de l'ordre », plusieurs des princi-



Gamma/R.A.



Coll. particulière

En haut : des maquisards sont accueillis dans un petit village de Kabylie. Le premier patron de la wilaya 3 fut Krim Belkacem à qui succéda Mohammedi Saïd, qui portait volontiers le casque allemand. Mais c'est le colonel Amirouche qui allait faire de la Kabylie une wilaya exemplaire. *En bas :* la prière au maquis.

J.-P. Gaildraud

paux leaders de l'insurrection vont quitter alors l'Algérie.

Laissant à Si Sadek le commandement de la wilaya 4, Ouamrane gagne Tunis. Il y établira, contre Ali Mahsas, partisan de Ben Bella, l'autorité du C.C.E., dont les quatre membres restants, partis d'Alger le 27 février, n'arriveront dans la capitale tunisienne qu'au début de l'été, après une longue marche à travers le territoire algérien. Plusieurs des grands leaders du « congrès de la Soummam » ne se trouvent plus sur le terrain, mais l' « esprit de la Soummam » règne dans l'A.L.N. qui, mieux organisée, combat avec une efficacité nouvelle.

Elle défend fermement, en wilaya 2, son bastion de la presqu'île de Collo, et, aux confins algéro-tunisiens, elle concentre ses forces dans une puissante « base de l'Est ». A l'autre bout du pays, en Oranie, Boussouf, remarquable organisateur, féru de modernisme technologique, amoureux des armes ultra-modernes et des gadgets électroniques, fait de la wilaya 5 un véritable modèle du genre en ce qui concerne les télécommunications et les liaisons.



Coll. particulière

Ci-dessus : **la vallée de la Soummam, où se tint, à partir du 20 août 1956, le congrès au cours duquel fut adoptée la plate-forme politique du F.L.N.** ***Ci-contre :*** **Abane Ramdane, commissaire politique national du premier Comité de coordination et d'exécution (C.C.E.)**

Sur les hauts plateaux, l'A.L.N. réussit à neutraliser une initiative adverse assez dangereuse pour elle : l'entrée en action, sous contrôle de l'état-major d'Alger, d'une force militaire algérienne autonome « alliée et non ralliée à la France », combattant avec des armes françaises, mais dans ses uniformes, sous son drapeau et pour son programme (celui-ci va dans le sens de la « politique d'une troisième force musulmane » préconisée par certains officiers et certains hauts fonctionnaires du Gouvernement général). Cette petite armée de 300 hommes est commandée par le « général » Bellounis, qui tente d'établir un lien entre le gouvernement français et le Mouvement nationaliste algérien (M.N.A.) de Messali Hadj. Elle s'est installée dans l'extrême sud de la Grande Kabylie, plus bas que Bordj-bou-Arreridj, dans une région qui sert de point de contact entre les wilayas 2, 3 et 6, et dont le cœur est le gros village de Melouza, au nord de M'Sila. En mai 1957, 400 soldats de la wilaya 3 du F.L.N., sous les ordres de deux capitaines, massacrent la plupart des habitants du douar des Beni-Illemane, qui soutiennent Bellounis. L'image de marque du F.L.N. est ternie, auprès de l'opinion internationale, par cette sanglante « expédition punitive », mais un coup sévère a été porté à Bellounis, qui sera, plus tard, abandonné par les Français et finalement liquidé dans la région de Djelfa le 14 juillet 1958. H



MISSION

En haut à gauche : **entraînement au maquis.** *En bas :* **l'heure du thé.** *A droite :* **le nettoyage des armes. Au sein des katibas règne une discipline très dure, qu'il s'agisse des mœurs ou du matériel, et surtout des armes. Un** *djoundi* **qui perd la culasse de son fusil est généralement passé par les armes immédiatement.**

Coll. particulière



Gamma/R.A

C'EST pendant l'été de 1957 que l'A.L.N. atteint l'apogée de sa puissance. Elle compte alors 40 000 *moudjahidin* (combattants de première ligne) vêtus à peu près tous de la même manière (ils sont habillés de treillis, coiffés de casquettes à courte visière ou de chapeaux de brousse et chaussés, le plus souvent, de pataugas). Tous sont dotés d'armes individuelles (fusil, mitraillette, notamment MAT 49, et grenades). Les armes collectives, achetées à des « pays amis » (Égypte et Yougoslavie notamment) ou, le plus souvent, à des trafiquants d'armes internationaux et acheminées, depuis la Tunisie et le Maroc, par des filières de passage qui fonctionnent bien, ne sont pas aussi abondantes que le souhaiteraient les soldats, mais elles sont tout de même assez nombreuses. Les unités les mieux pourvues disposent de fusils mitrailleurs, de mortiers, de bazookas, et même, quelquefois, de mitrailleuses et de canons 57 sans recul.

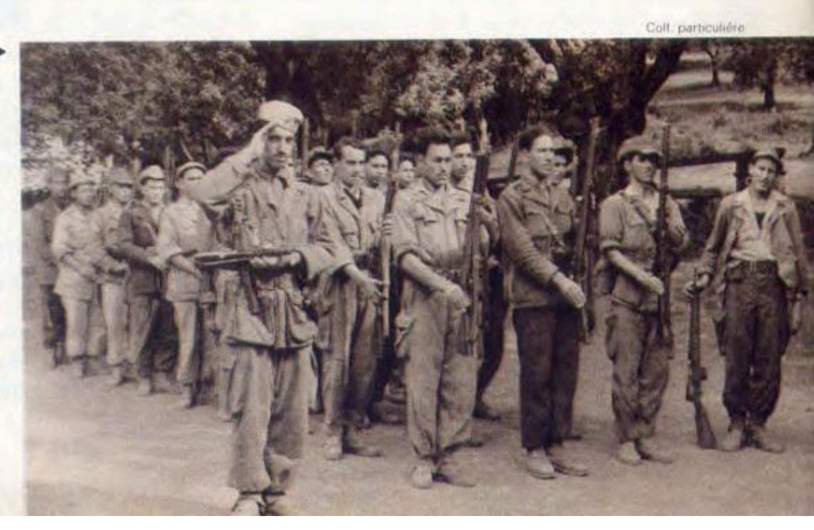
Tous les *moudjahidin* peuvent compter sur l'aide de 60 000 à 70 000 *moussbilin* (auxiliaires) qui les renseignent, les hébergent, les ravitaillent, combattent à l'occasion à leurs côtés, diffusent les tracts et les petits journaux ronéotypés par les services de presse des états-majors des wilayas.

Les tracts les plus nombreux et les mieux faits sont ceux de la wilaya 4 (c'est un ancien étudiant en lettres de l'université d'Alger, Boualem Oussedik, qui les rédige) et surtout ceux de la wilaya 3. Dans ce domaine comme dans presque tous les autres, les maquis kabyles sont des « maquis modèles ». Ils jouissent, au sein de l'A.L.N., d'un prestige particulier, qui est dû aussi à la personnalité exceptionnelle de leur chef, Amirouche, le colonel commandant la wilaya 3 depuis le départ pour Tunis, en juillet, du premier successeur de Krim, Mohammedi Saïd.

Coiffé, en général, d'un bonnet de police, vêtu d'une gabardine anonyme sanglée d'un ceinturon, chaussé de guêtres grises tombant sur des souliers de cuir, Amirouche, qui a une résistance physique extraordinaire, est toujours en déplacement, et il lui arrive souvent de faire, à pied, des randonnées de 50 kilomètres dans une journée pour aller inspecter telle ou telle de ses unités. Marchant de jour et de nuit, payant de sa personne, il anime sans cesse le combat de ses *moudjahidin*. Pour financer sa guérilla et pour assurer le vivre et le couvert aux hommes qu'il met au repos, il envoie ses « percepteurs » effectuer des collectes de fonds dans les villages kabyles, surtout entre le 20 et le 30 du mois, lorsque les familles reçoivent les mandats des travailleurs émigrés en France. Les malades et les blessés sont soignés par un service de santé qui fonctionne avec la collaboration secrète de médecins d'Alger.

Si Amirouche réussit à faire régner au sein de ses troupes une discipline implacable, souvent cruelle, c'est qu'il est aussi dur pour lui-même que pour les autres. Il vit la vie de ses *djounoud*, dont il partage même les corvées. A son P.C., il s'occupe des moindres détails, rédigeant lui-même, d'une petite écriture fine et appliquée, rapports, directives et circulaires, et faisant fonctionner la bureaucratie minutieuse d'un état-major bien organisé, avec sa comptabilité, ses notes en triple exemplaire, ses papiers à en-tête, ses

Coll. particulière



Un groupe de soldats ▶ de l'A.L.N. est passé en revue. Les uniformes sont encore très variés et le seul équipement de base reste le pataugas. Habillés de bric et de broc, les hommes portent aussi des insignes qui varient fréquemment selon les wilayas.

DES COLONELS DE L'A.L.N.



Karl Breyer

cachets, ses tampons. Cet ordre contraste avec la confusion qui avait existé, en wilaya 3, sous le règne d'Ouamrane et de Mohammedi Saïd, deux « baroudeurs » trapus ayant une grosse tête mais une petite cervelle.

Ouamrane et Mohammedi Saïd ont été rejoints, à Tunis, par le seul leader de l'A.L.N. dont l'autorité pouvait se comparer à celle d'Amirouche : Lakhdar Ben Tobbal, dit Si Adballah, successeur de Zighout Youssef à la tête de la wilaya 2. Ce chef volontaire, tout en nerfs et en réflexes, courageux dans l'action, rapide et même expéditif dans les décisions, est aussi un sentimental plein d'humour et de chaleur humaine qui a su créer, parmi tous les combattants de sa wilaya, une ambiance fraternelle. Il a confié les rênes du commandement à son ami très proche, Ali Kafi, grand gaillard basané, moustachu, jovial, qui a toute l'obstination et tout le bon sens d'un paysan profondément enraciné dans le monde rural.

Comme Boussouf a confié ses pouvoirs, dans la wilaya 5, à Houari Boumediene, qui se révèle de plus en plus comme un organisateur et un stratège de premier plan, il apparaît, au cours de l'été de 1957, qu'avec de jeunes colonels comme Amirouche, Ali Kafi et Boumediene, la relève, dans le commandement des wilayas, est bien assurée.

En ce qui concerne la direction suprême de l'A.L.N. et du F.L.N., les choses se présentent beaucoup moins bien. Les colonels de l'A.L.N., qui, avant de se retrouver à Tunis, ont gagné leurs galons sur le terrain, dans les combats des derniers mois, ne se laissent guère impressionner, en effet, par la puissance et la gloire des vétérans. Ils font valoir que, demeurés plus longtemps qu'eux au maquis, ils sont plus proches des combattants des wilayas que les leaders du C.C.E. rescapés de la « bataille d'Alger ». Ils s'accommodent mal, en particulier, de l'autoritarisme d'Abane, qui est conscient, à juste titre, de ses qualités exceptionnelles, mais qui accepte mal de ne plus avoir, comme au temps du « congrès de la Soummam », la primauté absolue et se montre souvent cassant et irascible même envers ses compagnons les plus proches.

Krim Belkacem, conscient d'être, au sein de la rébellion, « le plus ancien dans le grade le plus élevé », souffre, en particulier, d'être relégué au second rang par Abane. Les heurts entre ces deux tempéraments orgueilleux se doublent bientôt d'une controverse politique, qui devient aiguë lorsque se réunit au Caire, au mois d'août, le deuxième Conseil national de la révolution algérienne.

Abane soutient, en effet, à cette réunion, que le commandement de l'A.L.N.-F.L.N. doit demeurer léger et « opérationnel », alors que Krim Belkacem s'est rangé à l'avis des colonels qui souhaitent que la direction politico-militaire du F.L.N. s'élargisse jusqu'à former l'embryon d'un gouvernement en exil au sein duquel les militaires auraient d'une manière définitive le pas sur les « civils ». C'est la thèse de Krim Belkacem qui triomphe.

Isolé politiquement, du fait de l'élimination de ses deux adjoints les plus proches — Ben Khedda et Dahlab — du nouveau C.C.E. de neuf membres désigné par le C.N.R.A., Abane se raidit dans son opposition. Son sort, dès lors, est scellé.



René Vautier

morosité et dissensions

◀ L'A.L.N. s'efforce de prendre en main la population. Dans chaque village, des « responsables » sont nommés, qui font régulièrement leur rapport. Les conteurs servent aussi de contacts pour le F.L.N.



H. Bernard

Les colonels décident l' « élimination définitive » de leur rival. Abane est assassiné au Maroc, le 27 décembre 1957, par des hommes de main de Boussouf.

Au sein du C.C.E., où l'ancien commandant de la wilaya 1, le colonel Chérif Mahmoud, s'occupe des finances, le colonel Ouamrane de l'armement et trois anciens leaders des mouvements nationalistes européens, Ferhat Abbas, Lamine Debaghine et Abdelhamid Mehri respectivement de l'information, des affaires étrangères et des affaires sociales, Krim Belkacem, Boussouf et Ben Tobbal s'attribuent les postes clefs : les forces armées pour le premier, les liaisons et communications pour le second, et, au troisième, l'« intérieur », c'est-à-dire le contrôle de l'appareil F.L.N. en Tunisie, au Maroc et en France. Ceux que l'on appelle les « 3 B » (le nom de chacun commence par un « B ») ne cesseront pas, depuis lors, et jusqu'à l'indépendance de l'Algérie, de jouer les premiers rôles. Krim Belkacem sera le seul « chef historique » présent en Algérie le 1er novembre 1954 qui survivra durant la guerre à toutes les péripéties tumultueuses et sanglantes de la révolution algérienne.

Les cinq colonels du C.C.E. — Krim Belkacem, Boussouf, Ben Tobbal, Chérif Mahmoud et Ouamrane — se réunissent au début de l'année 1958 pour tirer les leçons de l'échec relatif de « l'offensive sur plusieurs fronts » dans laquelle ils ont engagé l'A.L.N. dans les derniers mois de 1957. Ils recommandent aux chefs de l'intérieur d'établir une nouvelle coordination entre les responsables des wilayas, à l'intérieur de l'Algérie, par un système de consultations régulières entre les commandants d'unité et, au niveau de la stratégie globale, au sein de deux C.O.M. (commandements des opérations militaires) fonctionnant en Tunisie, près de la frontière algérienne, à Ghardimaou, pour les wilayas 1, 2 et 3, et au Maroc, également près de la frontière algérienne, à Oujda, pour les wilayas 4, 5 et 6.

Le C.O.M. de l'est, sous les ordres de Mohammedi Saïd, et celui de l'ouest, sous les ordres de Boumediene, pourront s'appuyer, pour s'approvisionner en armements et en effectifs, sur des « bases » implantées assez loin derrière les frontières : en Libye, la base de Tripoli; en Tunisie, la base de Tunis et, au Maroc, la base de Nador. Les fonds du F.L.N. doivent désormais être utilisés, pour l'essentiel, à l'achat de ces armes à l'étranger, dont s'occupera spécialement Boussouf.

Violentes ripostes

Les colonels s'occupent surtout, cependant, d'« organiser la bataille des frontières », c'est-à-dire la lutte contre les barrages. Le déploiement des unités françaises à l'est du territoire algérien empêche en effet la réorganisation efficace des combattants d'une wilaya 1 toujours quelque peu anarchique. D'autre part, l'édification par l'armée française de barrages électrifiés de plus en plus difficilement franchissables aux confins algéro-marocains et surtout à la frontière algéro-tunisienne (« ligne Morice ») stoppe les possibilités de renforcement de la puissance de feu des maquis de l'intérieur, qui sont les plus éloignés des frontières.

Des combattants qui quittent les « centres d'entraînement » du Kef, de Tadjerouine, de Redeyef et d'Aïn-Draham (au nord) franchissent, certes, la « ligne Morice », notamment entre Morsott et Clairefontaine, et harcèlent des unités françaises avant de revenir à leur point de départ, mais le prix de ces opérations, peu nombreuses au demeurant, est de plus en plus lourd. Elles provoquent, d'autre part, des ripostes de plus en plus violentes des forces françaises.

Le 8 février 1958, un avion de chasse français qui protégeait un convoi de ravi-

taillement essuie le tir d'une mitrailleuse d'une unité de l'A.L.N. installée sur le toit d'une maison du village tunisien de Sakiet-Sidi-Youssef, à 500 mètres de la frontière algérienne. Le même jour, la décision d'effectuer un « bombardement de représailles » est prise par l'état-major français, avec l'approbation du gouvernement Félix Gaillard, qui invoque, pour la première fois, le « droit de poursuite » : plusieurs avions français bombardent des objectifs militaires — mais aussi civils — à Sakiet (69 morts, 130 blessés). L' « affaire de Sakiet », qui fait la « une » de nombreux journaux de la presse mondiale, sert les objectifs politiques du F.L.N. dans la mesure où elle conduit à une certaine internationalisation du conflit algérien (où la Tunisie, indépendante depuis un an, est désormais impliquée), mais elle pose de nouveaux problèmes à l'A.L.N.

Les autorités françaises créent en effet, de l'autre côté de la frontière algéro-tunisienne, un *no man's land* d'une cinquantaine de kilomètres de profondeur, ce qui rend encore plus difficile le franchissement du barrage. L'évacuation de la population repoussée hors de ce « territoire stratégique » se traduit, en revanche, par l'exode de plusieurs milliers de civils algériens, dont beaucoup se réfugient en Tunisie. L'armée algérienne de Tunisie recrute les plus jeunes, et porte ses effectifs à 6 000 hommes.

La conscience de la coupure croissante entre l'A.L.N. d'Algérie et l'A.L.N. de Tunisie provoque, chez les soldats et les officiers, un « complexe du barrage ». Celui-ci engendre à son tour une certaine démoralisation et de multiples dissensions au sein de la wilaya 1 et du « commandement opérationnel de l'Est », dont les chefs sont facilement accusés, soit d'incapacité, soit de complaisance excessive envers les autorités tunisiennes (celles-ci, jalouses de leur souveraineté, essaient de contrôler le plus possible les mouvements des unités algériennes). La manière dont Ouamrane dirige la base de Tunis est très contestée, et le colonel — à la différence de ses quatre homologues du C.C.E. — ne reçoit aucun poste ministériel lorsque le premier gouvernement provisoire de la République algérienne (G.P.R.A.) est constitué, au Caire, en septembre 1958, sous la présidence de Ferhat Abbas.

Dans cette équipe, le pouvoir réel appartient toujours à la « troïka » constituée par Krim Belkacem, Ben Tobbal et Boussouf, qui conservent les fiefs qu'ils se sont déjà taillés. *Primus inter pares*, Krim Belkacem, vice-président du Conseil et ministre de la Guerre, prend la tête d'une direction unifiée de l'A.L.N. qui remplace les deux anciens « C.O.M. ». Trois représentants des wilayas 2, 4 et 5 — Lamine Khene, Omar Oussedik, dit Si Taïeb, et Mostefa Stambouli — qui demeurent à leur poste dans les maquis, reçoivent le titre de « secrétaires d'État ».

Si la wilaya 1 n'a pas droit à un tel honneur, c'est qu'aucun de ses chefs n'a réussi à imposer totalement son autorité aux soldats, valeureux mais indisciplinés, combattant dans les différentes zones. La région de l'Aurès et des Nemencha a été successivement commandée par le colonel Chérif Mahmoud, qui devient ministre de l'Armement du G.P.R.A. (mais qui ne tarde pas à perdre son crédit), par le colonel Tahar Zbiri, l'ancien mineur d'Ouenza, le compagnon de Ben Boulaïd, évadé, avec lui, de la prison de Constantine, et par le colonel Lamouri trop « militaire » au gré des « politiques » de Tunis et trop « politique » au gré des « militaires de la montagne » et des rudes

(Suite page 16)



Coll. particulière

Un commando zonal à l'entraînement. Les commandos zonaux sont les unités d'élite de l'A.L.N. Ils bénéficient d'un armement de qualité. La plupart des hommes sont des gradés recrutés dans diverses katibas.



Le balcon du Rhoufi, dans l'Aurès.

Technor/Bloch-Lainé

HISTORIA
magazine
Supplément au numéro 379

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...

A mesure que les événements d'Algérie prennent du reçul et qu'une littérature nombreuse a fleuri à leur sujet, une assertion est fréquemment présentée, dont la répétition finit par en faire dans les esprits une affirmation catégorique : 500 000 à 600 000 Européens auraient pu rester en Algérie et y poursuivre leurs activités.

Par contre est passé sous silence combien la connaissance du sort réservé aux pieds-noirs par les accords d'Évian a été importante, et même déterminante pour nombre d'entre eux, dans le processus de réflexion qui les a conduits à choisir l'exil et cela dès avant le 26 mars de sinistre mémoire.

Leur destin était fixé, en effet, par le titre II de ces accords intitulé : « Déclarations gouvernementales du 19 mars 1962 relatives à l'Algérie, chapitre II : De l'indépendance et de la coopération, paragraphe 1 : De l'indépendance de l'Algérie, alinéa 2 ; Des droits et des libertés des personnes et de leurs garanties, 2° ; dispositions concernant les citoyens français de statut civil de droit commun. »

Ces dispositions sont formelles. Pour rester en Algérie, le pied-noir devait adopter obligatoirement, ou *ipso facto,* ce qui revient au même, la nationalité algérienne pendant une période d'essai de trois ans et être soumis entièrement, durant ce temps, aux lois du nouvel État. Le choix ne lui était pas laissé d'opter pour la nationalité française et de participer, de ce fait, à la politique de la France, comme n'importe quel Français résidant à l'étranger, tout en restant sur sa terre natale ou d'adoption pour y continuer à vivre. Il s'agit là, à l'évidence,



Collection Desage

Juin 1958. Voyage de De Gaulle en Algérie. Trouvera-t-il la solution définitive ?...

d'un véritable ostracisme visant à rejeter le pied-noir de la communauté politique française : autant de votants d'opposition en moins !

En étaient exceptés ceux qu'une classification arbitraire considérait comme non-pieds-noirs.

Qu'en est-il exactement de cette dernière ? Était étiqueté pied-noir, ou pour reprendre l'euphémisme des rédacteurs des fameux accords, « citoyen français de statut civil de droit commun », tout Français né en Algérie et y résidant depuis dix ans, ou né de père ou de mère né en Algérie et y résidant lui-même depuis dix ans, ou sans filiation pied-noir, mais vivant en Algérie depuis plus de vingt

Précisions pour l'Histoire...

ans. On devait estimer qu'après un séjour aussi prolongé, l'individu était suffisamment gangrené pour être éliminé de la communauté française.

Par contre, était créée une catégorie privilégiée, celle des non-pieds-noirs, ceux qui ne répondaient pas aux critères retenus et qui, eux, restaient français, tout en ayant le droit de demeurer en Algérie et d'y exercer leurs activités, cela au titre de la Convention d'établissement définie dans la troisième partie des accords d'Évian intitulée : « Français résidant en Algérie en qualité d'étrangers. »

Cela montre combien le pouvoir de l'époque et ses négociateurs méconnaissaient totalement l'âme et les motivations patriotiques de leurs compatriotes d'Algérie. Supposer que pour des raisons mercantiles – la poursuite de leurs activités et la conservation de leurs biens – ils renieraient la nationalité française était faire preuve d'un manque de psychologie inadmissible chez des dirigeants et d'un manque de mémoire également impardonnable, car comment penser un seul instant que des hommes qui, sans la connaître pour beaucoup d'entre eux, avaient volé par deux fois à l'aide de la mère patrie et n'avaient pas marchandé leur sang, accepteraient d'un cœur léger de s'en séparer à jamais ? S'il y a eu calcul, basé sur la rancœur des pieds-noirs à l'égard de ceux qui n'avaient pas tenu leur promesse, le calcul a été mauvais. Ces derniers étaient trop présomptueux en s'imaginant qu'ils étaient la France. On pouvait aimer celle-ci tout en haïssant ceux-là !

Ce serait une erreur d'objecter que les accords d'Évian n'ont pas été lus et que leur incidence dans les événements qui ont suivi leur publication est nulle. Qu'ils soient passés inaperçus dans la France métropolitaine est naturel, leur lecture étant certainement ardue et peu compréhensible pour l'homme de la rue, non concerné par ailleurs dans sa personne et dans ses biens.

Il n'en a pas été de même en Algérie. Je dirigeais alors, à la Délégation générale du gouvernement en Algérie, ex-Gouvernement général de l'Algérie, un important service technique et nombreux étaient mes collaborateurs dispersés sur l'ensemble du territoire algérien. Dès que fut connu le contenu des accords, le texte en avait été distribué dans les administrations, je fus assailli, par téléphone et par lettre, de demandes de renseignements émanant de ceux de mes fonctionnaires classés dans la catégorie « pieds-noirs », c'est-à-dire la très grande majorité. Tous me demandaient s'ils pouvaient demeurer au titre de la coopération, par conséquent en restant français. Mais les textes étaient formels et il ne pouvait en être question. Tous, à l'exception de deux, prirent la décision de rentrer en métropole et m'adressèrent leur demande de mutation.

Un service entier et important sur le plan de la formation des hommes disparaissait d'un seul coup, dont la reconstitution s'avérait des plus difficiles, sur le plan de l'efficacité notamment. Et de cela l'O.A.S. n'était pas responsable.

Moi-même j'ai rejoint la France en novembre 1962 – mes fonctions m'ayant obligé à rester en place jusqu'à cette date – malgré les sollicitations très pressantes dont je fus l'objet pour continuer à assurer la direction du service. Mais je me devais de suivre l'exemple de mes grands-parents qui, en 1871, avaient tout abandonné en Alsace pour rester français.

M. C. G..., 66000 Perpignan

★

Condamner les excès de l'O.A.S. est normal, surtout pour une personne retrouvant l'Algérie depuis 1955 et n'ayant pas été plongée dans les actes quotidiens du drame grandissant, mais ne voir que ces excès est malhonnête (H. M. G. A. n° 108).

Le F.L.N. ne comptait pas que ces représentants politiques que vous avez rencontrés, jugés patriotes et courtois : il comprenait aussi de nombreux assassins. Et vous savez, aussi bien que moi, la longue liste des assassinats de « personnes innocentes et désarmées », musulmans et Européens de tous âges et de toutes conditions.

Elles valaient autant que le marchand de fleurs et la femme de ménage : c'étaient des êtres humains aussi.

Cette femme de ménage ne méritait pas son sort, car elle ne



Collection Nicolas

L'A.L.N. s'est progressivement renforcée, malgré les opérations de nettoyage.



Collection Nicolas

Des bandes de « bellounistes » dissidents, bien armés, ont repris le maquis...

devait certainement pas être celle qui, dans l'appartement au-dessus du mien, a égorgé deux enfants de six et trois ans, dont elle avait la garde et qui auraient pu être les vôtres. Il est facile de dire que le crime ne doit pas excuser le crime, mais il s'agit de comprendre et surtout de ne pas juger avec un si grand détachement.

Ne croyez-vous pas aussi que les assassins étaient ces braves soldats de l'A.L.N. qui massacraient les harkis musulmans encore engagés du côté français? (Voir la photo, qui contredit heureusement votre article.)

Les assassins n'étaient-ils pas, aussi, ce chef d'État et ces hommes politiques qui ne prenaient aucune mesure pour assurer la protection de ces amis de la France, inconscients ou trompés?

Vous parlez avec mépris de ces pieds-noirs qui « buvaient l'anisette » (sans avoir ni plus ni moins de défauts ou de qualités qu'un autre peuple), mais comment pouvaient-ils avoir confiance dans le G.P.R.A. qui, le 14 juin (jugez de la date), leur permettait de rester dans l'Algérie indépendante? Ne croyez-vous pas que cette déclaration, faite dans les premiers temps de la guerre, au congrès de la Soummam, aurait peut-être changé son dénouement? Je remarque cependant qu'elle résulte de la pression de l'O.A.S. et non du gouvernement français.

Enfin ne pensez-vous pas que les hésitations, les contradictions de la politique du chef d'État de l'époque... sans oublier son machiavélisme, expliquent l'attitude des chefs militaires que vous avez trouvés en 1962 et dont les rangs avaient été pourtant considérablement épurés?

L'honnêteté morale et intellectuelle doit exclure la partialité; enfin il est facile de s'en aller les mains dans les poches, sous prétexte de vouloir être « ni otage, ni complice surtout, sans être la victime, ni laisser celles de sa famille ».

Je trouve scandaleux de rechercher le sang de victimes musulmanes de l'O.A.S. dans la rue d'Isly, sans avoir de regret pour celui des victimes de la fusillade. Le sang est de la même couleur.

M. L. S..., 66200 Elne

★

Depuis très longtemps, je souhaitais vous écrire et enfin je me décide. Très fidèle lecteur de votre revue, je dois néanmoins vous faire quelques remarques.

J'estime qu'avant tout, il faut dire la vérité et toute la vérité même si cela ne plaît pas quelquefois.

Tout d'abord, je vous félicite pour votre revue jusqu'à la création de l'O.A.S. Mais à partir de cette date, alors que tout le monde attendait cette période, il me semble que vous allez vite et en dites le moins possible. Il ne faut pas oublier que votre revue est lue en grande partie par des rapatriés d'Algérie et il me semble qu'elle est légèrement de tendance F.L.N. Plusieurs de mes amis pensent comme moi.

Dans le n° 363, page 3118, « Les massacres », l'auteur dit : « Rien ne prouve que si l'O.A.S. avait accepté les accords et arrêté les massacres, *comme a fait le F.L.N.* »... Alors là, non ! M. Jean Bellac ne devait pas se trouver en Algérie à ce moment-là. Car depuis le 1er novembre 1954, le F.L.N. n'a jamais cessé ses crimes, enlèvements, massacres, etc. Surtout contre les musulmans fidèles à la France et bien après l'indépendance. A la signature des accords, le 19 mars, je me trouvais à Hussein-Dey en tant que gendarme et je peux vous certifier que les crimes F.L.N. n'ont jamais cessé, surtout aux abords du quartier Léveillé (quartier musulman).

Il me semble également que vous auriez dû parler de certains faits, à savoir :

a) pendant la trêve, le massacre des commandos de chasse gendarmerie où j'ai perdu un très bon camarade ;

b) les véhicules automobiles qui appartenaient aux Européens et qui stationnaient la nuit dans certaines rues où le stationnement était interdit. Ces véhicules étaient remorqués jusqu'à Hussein-Dey où ils étaient détruits par le feu sur la plage. Je possède plusieurs photos de ces faits ;

c) les conditions dans lesquelles ont été effectuées les perquisitions chez les Européens et surtout à Bab-el-Oued ;

d) l'attentat du Petit-Clamart ;

e) les enlèvements de femmes, enfants, personnes âgées, surtout après le 19 mars.

Une chose m'a également surpris c'est que vous n'ayez ▶

jamais consacré le moindre article à la gendarmerie (surtout départementale). Alors que dans plusieurs villages il n'y avait que les gendarmes. Et combien de ces derniers ont été tués, blessés !...

M. J.-P. R..., 06380 - Sospel

★

Je voudrais rapporter ici une anecdote assez cocasse qui m'est arrivée en Algérie, alors que j'y effectuais mon service militaire, en qualité d'appelé du contingent.

A la suite du cessez-le-feu de mars 1962, mon bataillon (43e B.I.Ma.) a été dissous en mai et j'ai été affecté dans une unité de force locale (422e U.F.O.) alors en cours de formation à Lannoy, petite agglomération située à 7 km de Jemmapes.

Notre unité de force était composée presque exclusivement de musulmans, chaque section ne comptant que deux, trois, voire un seul Européen.

Le 18 juin 1962, à la suite d'une prise d'armes qui s'était déroulée en présence d'autorités civiles et militaires, un colonel nous annonça qu'il transmettait les pouvoirs à l'autorité civile, c'est-à-dire le préfet, dont nous dépendions maintenant directement.

Le 21 juin, nous partions pour Philippeville, afin d'y assurer le maintien de l'ordre en remplacement des C.R.S. et gardes mobiles rapatriés et établissions nos quartiers... au théâtre municipal et dans un collège technique adjacent.

Le 3 juillet, vers 10 heures, alerte. Le général de Gaulle venait de déclarer l'indépendance de l'Algérie. Une cérémonie se préparait à la mairie; notre présence était demandée pour prévenir tout incident. La place Marquet était noire de monde. Dans un silence religieux, la gorge nouée d'émotion, j'ai vu le drapeau tricolore être amené pour la dernière fois, puis le drapeau algérien fut envoyé dans une extraordinaire explosion de joie.

Mes camarades (tous musulmans) se jetèrent alors dans les bras les uns des autres, riant et pleurant à la fois, certains au bord de la crise d'hystérie. Comme par enchantement, chacun retira alors de ses poches une casquette, un brassard ou un drapeau vert et blanc. Puis dans cet équipage il a fallu ensuite sillonner à bord de nos camions les quartiers musulmans en délire. Les chants patriotiques de mes compagnons succédaient aux klaxons scandant le « yahya El-Djezaïr ».

Je dois dire que je me sentais mal à l'aise et commençais véritablement à me demander ce que je faisais sur cette galère... Mais ce n'était pas fini.

Retour au quartier, où je tombe dans une atmosphère surexcitée. Les Algériens veulent hisser leur drapeau. Les Français s'y refusent. Après quelques bousculades et échanges de propos particulièrement vifs, ce drapeau est finalement envoyé.

Sur ce, arrivent des officiers de l'A.L.N. qui haranguent notre unité, en arabe, comme il se doit, et dont je ne comprends pas un traître mot. Puis nous sommes réunis par sections. Mon chef, le lieutenant El-Hadj (retrouvé égorgé quelques semaines plus tard), place à son tour sa petite allocution en arabe... Minute de silence à la mémoire des glorieux combattants et martyrs... d'El-Djezaïr.

Cette situation équivoque a continué ainsi jusqu'au 6 juillet au soir, moment auquel, nous, Européens, avons enfin quitté l'unité de force locale.

Et le lendemain, 7 juillet au matin, j'assistais dans ma nouvelle affectation à l'envoi des couleurs, celles de la France, cette fois.

M. J. L..., 44600 Saint-Nazaire

★

L'article de M. Vitalis Cros, dans votre numéro 107 m'oblige à vous adresser les remarques suivantes :

Le soir de la tragédie du 26 mars, la voix du préfet Vitalis Cros annonçait sur l'antenne de Radio-Alger que, d'après le résultat de l'enquête (?), un coup de feu initial avait été tiré sur le service d'ordre. Imprudente affirmation, révélatrice d'une hâte singulière à disculper ses collaborateurs et qui montrait bien ce qu'étaient, pour ce haut fonctionnaire, l'objectivité d'une enquête et la voie dans laquelle celle-ci allait s'engager. Effectivement, depuis lors, la version officielle des



Collection Nicolas

La wilaya 3 multiplie ses activités à travers la Kabylie : embuscades et enlèvements...


Collection Nicolas

... alors que l'armée des frontières...

faits a suivi son chemin. Et quel chemin !... Ce n'est plus d'un immeuble unique que les coups de feu seraient partis en direction du service d'ordre, mais de partout : le « Maurétania », la rue d'Isly, la rue Lelluch, la rampe Bugeaud, la rue Michelet, l'avenue Pasteur, la rue Berthezène et jusqu'à la rue Charras elle-même.

Or j'habitais précisément au 5, rue Charras (l'en-tête de mon papier en fait foi). Cette artère, à peu près vide, n'était pas gardée par la troupe. Les manifestants étaient massés sur le carrefour Isly-Bugeaud et j'étais donc bien placé pour voir, entendre et vous dire aujourd'hui que le feu, déclenché soudainement au milieu d'une foule de kermesse avait été d'emblée copieusement nourri. Quand les fusils mitrailleurs se turent, après des minutes interminables, que les manifestants restèrent couchés, il fut bien évident qu'on les avait exterminés au sol. On demeure consterné par la capacité d'accueil de l'auteur de l'article aux affabulations qu'une enquête à sens unique devait nécessairement susciter. Quelle meilleure illustration de ce que l' « Histoire est un mensonge qui réussit »?

Ce n'est pas tout; car on ne peut détacher la tragédie du 26 mars de son épilogue. Officiellement, ce massacre, providentiel pour la politique du gouvernement, ne fut jamais qu'une « fusillade ». Un simple mot pouvait en effet tout changer, notamment pour le général Ailleret, commandant l'armée en Algérie, qui fut élevé, sitôt après, au pinacle de la hiérarchie militaire. En métropole, un carnage d'une telle ampleur eût conduit le responsable, à tout le moins, vers une retraite anticipée. Mais la peau des pieds-noirs ne valait pas cher...

Ceux-ci tirèrent du moins un avantage de l'événement : ils venaient de payer de leur sang la preuve que les racistes n'étaient pas du côté que l'on pouvait supposer. On comprend ainsi la signification symbolique du 26 mars 1962 pour tous les rapatriés d'Afrique du Nord.

Docteur G.D..., 31000 Toulouse

★

Je viens faire réponse à la lettre de M. D..., de Montaigu-de-Quercy, publiée dans le supplément du numéro 359 et lui donner mon point de vue sur le putsch d'avril 1961, sur les bases aériennes.

J'étais moi-même directement concerné étant appelé du contingent et finissant mes classes à Oued-Smar, dont le C.I. était rattaché à la base de Maison-Blanche.

Vous aviez l'air scandalisé de voir la base de Blida souvent dirigée par des appelés du contingent lors du putsch, c'était à peu près pareil à Maison-Blanche.

Il est vrai que des officiers et des sous-officiers de carrière furent aux côtés du contingent. A Maison-Blanche, ils furent un nombre important à prendre leurs responsabilités et n'hésitèrent pas à donner la main aux militants des jeunesses communistes, qui étaient nombreux. J'étais un de ceux-là. Dans le civil, étant secrétaire d'un cercle de jeunesses communistes dans les Ardennes, sachez, monsieur, que je n'ai jamais fait d'entraînement militaire avant mon départ pour l'Algérie, il ne me serait jamais venu à l'idée de me camoufler pour la circonstance en pur gaulliste, jamais je n'ai crié « Vive de Gaulle ! »; je luttais à cette époque pour la paix en Algérie, cela est-il un crime? Vous faites là, de la démagogie, monsieur, et vous falsifiez l'Histoire.

Vous vous plaignez d'avoir vu certains de vos amis molestés par le contingent, mais nous, ne l'avons-nous pas été par les ▶


Collection Nicolas

... poursuit l'entraînement militaire et la formation politique en territoire tunisien.

Opinions...

Les mêmes dizaines de milliers de manifestants qui avaient participé au... ▶



▶ légionnaires du 1er R.E.P. à Maison-Blanche? Vous qui avez fait escale à Maison-Blanche sur le camp d'Oued-Smar, vous ne me ferez pas croire que vous ignoriez les sévices perpétrés sur les gars du contingent à la prison d'Oued-Smar, plus exactement un bagne où étaient enfermés des appelés communistes avec d'autres camarades du contingent.

Je considère qu'en refusant de suivre la poignée d'exaltés dont vous faisiez partie, les appelés des bases aériennes de toutes opinions confondues ont fait leur devoir de patriotes et qu'ils ne se sont pas comportés comme des « planqués », comme on voudrait le laisser croire si souvent.

Vous aviez votre point de vue, nous avions le nôtre sans nous laisser aller au fanatisme pour autant.

M. J. T..., 08000 Charleville-Mézières

★

Il me semble impossible d'évoquer les drames vécus pendant les derniers mois de l'Algérie française sans parler des disparus. Nous vivions alors une angoisse multiforme, et, chaque jour, outre les attentats, le journal nous apportait la liste de plus en plus longue des « recherches dans l'intérêt des familles », illustrée de photographies dont le sourire témoignait pitoyablement de temps heureux. Angoisse de ceux qui n'étaient pas touchés mais qui craignaient de lire un nom connu, et pensaient que, le lendemain peut-être, ils iraient, eux aussi, porter en tremblant une pauvre image. Angoisse atroce des parents qui vivaient la ronde infernale des démarches vaines, des espoirs pour des riens.

L'accord du 19 mars 1962 stipulait : « Tous les prisonniers faits au combat détenus par chacune des deux parties au moment de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu seront libérés, ils seront remis dans les vingt jours à dater du cessez-le-feu aux autorités désignées à cet effet. » La France, immédiatement, a ouvert les prisons et les camps, sans distinguer les crimes horribles des simples délits. Le 12 avril, un communiqué de l'exécutif provisoire, dressait le bilan de cette amnistie record et totale : 18 000 fellaghas libérés. Coïncidence? Les enlèvements se sont multipliés après cette date. Au même moment, l'armée était consignée dans les casernes et le « service d'ordre » avait bien d'autres soucis que le sauvetage des malheureux encore en vie. Les disparus ont tous les âges, du vieillard au bébé : « Je vous donne les détails pour la disparition de ma femme et de mes cinq enfants, je suis rentré, le 13 mars 1962, à la maison et j'ai trouvé ma porte ouverte et tout était mis sens dessus dessous. Je suis allé au commissariat de police et on m'a envoyé promener. Après, j'ai voulu chercher moi-même, mais toujours la même réponse : nous ne pouvons rien. Ont été enlevés ma femme 38 ans, ma fille 14 ans, mes quatre fils 17, 14, 7 et 5 ans. J'ai reçu la visite, le 2 juillet 1962, de trois hommes du F.L.N. qui ont encore fouillé la maison et m'ont dit de quitter l'Algérie dans les vingt-quatre heures. Je suis une grande victime des événements d'Algérie, blessé en 1956 et depuis, toujours malade, je suis hospitalisé. Je vous prie d'excuser mon écriture, parce que je tremble de tous mes membres lorsque je pense à cela. »



... 13 Mai, musulmans ou européens...

Mais les disparus, ce sont aussi des militaires « prisonniers faits au combat ». Les délais expiraient le 8 avril 1962 et aucun prisonnier n'était rendu. Combien étaient-ils? Que ce soit pour les militaires ou pour les civils, personne n'a jamais pu obtenir de chiffres précis ou de listes nominales. De 62 à 64, il faudra glaner des informations dans quelques journaux ou dans les comptes rendus des rares séances de la Chambre des députés où l'on aborda ce douloureux sujet. En cette première quinzaine d'avril 1962, on attend le retour de plusieurs centaines de soldats prisonniers. Et les civils disparus, combien sont-ils?

3 080, déclare M. de Broglie à l'Assemblée nationale, le 7 mai 1963 – il a fallu attendre un an après l'indépendance pour que l'on nous donne un chiffre –, « sur lesquels il reste 1 927 personnes à rechercher ». En novembre, il dit au Sénat : « Ils sont 1 800. » En six mois, le nombre a diminué de 127. Que sont-ils devenus? En 1964, un communiqué de la Croix-Rouge internationale paru dans la presse, indiquait : « Le nombre des Français disparus en Algérie depuis les accords d'Évian serait de 594, dont 330 militaires et 264 civils, pour lesquels l'enquête a conclu à une forte présomption de décès. » Ils ont été enlevés comme les civils l'étaient, à la même époque et aucune voix ne s'est alors élevée pour crier à l'horreur et à l'indignation.

Dès 1963, les familles ont essayé de se grouper, espérant être mieux entendues. Elles vivaient la torture de l'espoir et l'ont vécue au-delà des limites de la raison. S'il y a eu quelques rares retours, personne ne l'a su, tant le silence fut de règle. Des voix courageuses se sont pourtant élevées, le sénateur Dailly en 1963, par exemple, mais en vain. Aujourd'hui encore, à propos du projet de loi sur l'attribution de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord, le ministre parle de « 900 prisonniers ou disparus », sans préciser le nombre réel des uns et des autres. Quant aux civils, il y a bien longtemps qu'il n'en est plus question. Toutes les suppositions sont possibles, toutes accablantes pour un pays qui se veut grand et n'a pas su sauver les plus malheureux de ses enfants.

M.F.D..., 37000 Tours



Vos publications sur la guerre d'Algérie vont se terminer. J'ai suivi avec beaucoup d'intérêt l'ensemble de vos parutions, avec d'autant plus d'intérêt que j'ai passé vingt-sept années de ma vie dans ce pays. Les opinions émises par votre journal m'ont permis d'avoir une vue d'ensemble de ce drame que je n'avais pas jusqu'alors.

Cependant, en conclusion de cet historique sur la guerre d'Algérie, il serait intéressant de savoir :

1° Si les musulmans restés en Algérie (donc Algériens) ont eu un mieux-être, c'est-à-dire un niveau de vie supérieur après le départ des Français ;
2° Si la France aurait actuellement l'indépendance énergétique en ayant conservé l'Algérie et par là, le pétrole saharien ;
3° Si, la France ayant intégré l'Algérie, le niveau de vie des Algériens serait supérieur ou inférieur à ce qu'il est actuellement en Algérie ;
4° Si l'indépendance de l'Algérie a apporté plus de liberté aux Algériens ;
5° Combien d'élections libres et démocratiques ont eu lieu depuis l'indépendance ;
6° Vous devriez aussi rappeler que le niveau de vie des Français d'Algérie était inférieur au niveau de vie des Français vivant en France. Est-ce que leur réintégration en France leur a amené un mieux-être : (c'est-à-dire un niveau de vie supérieur) et dans quelles proportions?
7° Actuellement, la base stratégique de Mers el-Kébir est-elle occupée par les seuls Algériens?

M. P. C..., 40240-Betbezer

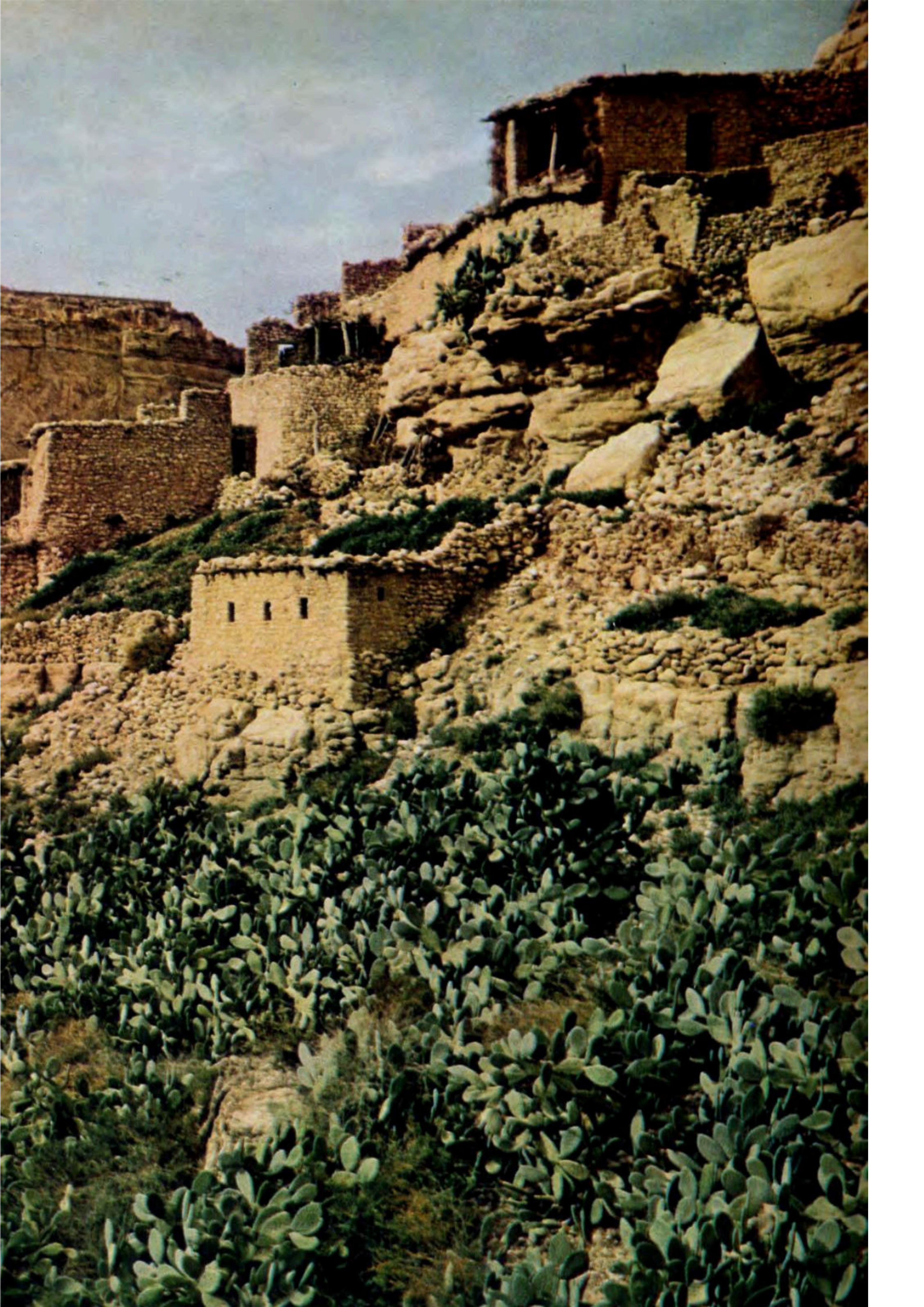
(a suivre)



Collection Desage

... apportaient, d'un autre côté, leur soutien au général de Gaulle, président du Conseil.

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL — Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C 351



trop d'indiscrétions e



René Bail

◀ Le bateau tchèque *Lidice* a été arraisonné au large de Casablanca par la marine française. Les caisses d'armes destinées au F.L.N. avaient été déclarées, sur le manifeste, le connaissement et auprès du Lloyd's, sous l'appellation *General cargo* (marchandises diverses).

René Bail

(Suite de la page 13)

Chaouïas. Tous ont régné, mais aucun n'a vraiment gouverné, et la situation est la même, en septembre 1958, pour le successeur de Lamouri, Hadj Lakhdar, l'homme qui, le 1er novembre 1954, avait dirigé l'attaque contre la caserne de Batna.

Les maquis de Kabylie et de l'Algérois, qui sont les plus éloignés des frontières, sont, du fait de l'existence des barrages et de la longueur des communications avec les fournisseurs de l'extérieur, les moins bien approvisionnés en armes, et le partage du matériel de guerre neuf entre les combattants, lorsque arrivent tout de même quelques convois, donne parfois lieu à d'âpres compétitions entre les chefs de zone.

Certaines rivalités s'accentuent, surtout à l'échelon moyen du commandement, entre les responsables locaux de l'A.L.N., qui se jettent à la tête des accusations réciproques. Ce « pourrissement » favorise les opérations d' « intoxication » menées par le colonel Jacquin, le capitaine Léger et autres experts français en action psychologique et en « contre-guérilla » du B.E.L. (Bureau d'études et de liaisons). Ceux-ci arrivent à faire croire aux plus hauts responsables des wilayas 3 et 4 que certains de leurs maquisards sont, en fait, des agents français infiltrés, des « bleus » (du nom des musulmans qui, en Casbah, s'étaient « ralliés à la France », pendant la « bataille d'Alger », et qui étaient devenus, pour les parachutistes, des auxiliaires armés vêtus de bleus de chauffe).

La « bleuite » — c'est-à-dire, en l'occurrence, l'espionnite —, qui amène à considérer tel ou tel soldat, sous-officier ou même officier de l'A.L.N. comme un « bleu », un agent de l'ennemi camouflé, sévit en wilaya 4 et surtout en wilaya 3. Amirouche, en particulier, voit partout, autour de lui, des indicateurs et des mouchards et, pour « épurer les rangs de l'A.L.N. », il ordonne de sanglantes « purges ». Celles-ci font des centaines de victimes innocentes, surtout parmi les étudiants devenus maquisards et soupçonnés *a priori* par le colonel, ancien petit artisan bijoutier complexé devant les intellectuels, d'être des privilégiés pusillanimes facilement portés à la « déviation », à la compromission avec l'ennemi français, voire à la trahison.

Une erreur politique

L'état-major de l'armée française d'Algérie expose tous ces faits à de Gaulle, qui a pris le pouvoir en France, mais il envoie à Paris des rapports si exagérément optimistes que le général en arrive à croire que l'A.L.N. est, dans sa totalité, « éprouvée, ébranlée, démoralisée, minée de l'intérieur ». Cette image ne correspond pas à la réalité, et cette erreur d'interprétation du chef du gouvernement l'amène à commettre une erreur politique, lorsqu'il offre aux combattants de l'A.L.N., en octobre 1958, la « paix des braves »; il emploie, dans son allocution, une formule maladroitement hautaine : « La vieille sagesse guerrière utilise depuis très longtemps, quand on veut que se taisent les armes, le drapeau blanc des parlementaires. » Comme le « drapeau blanc » est, aux yeux des *moudjahidin*, symbole d'une humiliante capitulation, la proposition de De Gaulle est rejetée par eux avec colère. Quant aux chefs des wilayas, ils ont à cœur de montrer que leur objectif est la victoire, et non pas la reddition. Amirouche engage des opérations relativement importantes contre les troupes du général Faure, en Kabylie, et Boumediene, qui a à faire face aux forces importantes du général Gilles, ordonne d'attaquer des casernes dans le Sud oranais. Le succès ne répondra pas aux espérances de l'un et de l'autre.

Il reste que le renforcement des barrages français mis en place aux confins algéro-marocains et surtout algéro-tunisiens, rend de plus en plus difficiles les liaisons entre les leaders de l'insurrection installés à l'extérieur de l'Algérie et les combattants des wilayas de l'intérieur. Ceux-ci, du coup, ont de plus en plus tendance à rendre les « gens de Tunis » responsables de la pénurie croissante de leur ravitaillement en matériel de guerre, en munitions, en équipements. Le « complot des colo-

la conjuration échoue

Scènes de la vie au maquis : le maniement des armes et ▶ l'heure du thé. Le problème de la nourriture ne pose pas de difficultés. Chaque homme dispose de sa ration d'oignons, de pois chiches et de couscous et a droit, une fois par semaine, à des fruits et à du mouton.



René Vautier



René Vautier

nels » montre que ces critiques trouvent un large écho au sein même de l'A.L.N. de Tunisie, au point de provoquer une véritable dissidence d'officiers supérieurs. Les mécontents accusent le G.P.R.A. de se montrer trop complaisant, trop « mou », envers l'administration tunisienne qui cherche à limiter la liberté d'action de leurs troupes et qui, de plus, prélève à l'occasion sa dîme sur les dons (vêtements, médicaments, etc.) adressés, de différents pays du monde, aux soldats algériens. Le complot qu'organisent, en novembre, les plus déterminés d'entre eux vise à organiser une « marche de l'A.L.N. sur Tunis » qui permettrait aux combattants de se placer en position de force vis-à-vis de Bourguiba et d'éliminer Krim Belkacem, Boussouf et Ben Tobbal. Les principaux conjurés sont quatre colonels — Lamouri, son adjoint Ahmed Nouaouara, l'ex-chef de la « zone de Souk-Ahras », Laskri Amara (Amara Bouglès) et son adjoint Ouchria —, trois commandants — Draïa, Belhouchet, Messadia — et plusieurs officiers et sous-officiers.

Un humour lucide

Les « fuites » de certains conspirateurs trop bavards font cependant échouer le mouvement. Des soldats fidèles à Krim Belkacem et des gendarmes et gardes nationaux tunisiens encerclent et arrêtent, dans la nuit du 16 au 17 novembre, les principaux dissidents, qui s'étaient réunis au Kef, à l'intérieur du local du F.L.N. Les auteurs de la révolte seront jugés, les 12, 13 et 14 mars 1959, par un tribunal militaire présidé par le colonel Boumediene. Après réquisitoire du procureur Ali Menjli, assisté d'un officier de la wilaya 5, Kaïd Ahmed, dit « commandant Slimane », les quatre colonels seront condamnés à mort (et fusillés le lendemain au camp d'Ed-Djenen), tandis que les trois commandants s'en tireront avec des peines de deux ans de prison.

Le « complot des colonels » est jugulé, mais les raisons fondamentales qui l'ont provoqué n'ont pas disparu pour autant. Elles sont reprises par quatre chefs des wilayas de l'intérieur (dont trois anciens du « congrès de la Soummam ») qui se rencontrent, du 6 au 12 décembre 1958, dans un secteur montagneux au nord d'El-Milia, en wilaya 2. Il y a là Si Haouès, le négociant en dattes devenu le chef de la wilaya 6, Amirouche, chef de la wilaya 3, et Hadj Lakhdar, chef de la wilaya 1, mais l'homme qui domine ce débat est Ahmed Bougarra, dit Si M'hamed, qui a pris le commandement de la wilaya 4 lorsque Si Sadek est parti pour Tunis.

Fils d'un instituteur d'Affreville - El-Khemis, ex-cheminot cégétiste de la gare d'Alger, militant nationaliste de la première heure, organisateur des maquis du mont Amrouna (Teniet-el-Haad) dès janvier 1955, Bougarra possède en effet une personnalité exceptionnelle. Grand, athlétique, souriant, utilisant dans les rapports humains un humour lucide, parfois même un peu sarcastique, ce « baroudeur », qui exerce sur ses hommes un ascendant considérable, pense tous les problèmes en politique autant qu'en militaire. Il a d'ailleurs été, lorsque la wilaya 4 s'est sérieusement organisée, le premier « adjoint politique » d'Ouamrane, alors que Si Sadek était le responsable militaire et Rabah Zamoun (dit Si Salah) le responsable des services de renseignements. A la réunion « interwilayas » de décembre 1958, Si M'hamed joue les arbitres entre Hadj Lakhdar, disposé à se montrer le plus conciliant possible avec le G.P.R.A., et Amirouche, partisan, au contraire, d'une rupture fracassante avec les « incapables de Tunis ».

C'est lui qui dégage le compromis qui est finalement adopté. Dans le mémoire qu'ils rédigent à la fin de leur réunion et qu'ils font parvenir au G.P.R.A., les quatre colonels de « l'intérieur » suggèrent une « révision profonde de toutes les structures du F.L.N. » pour « donner enfin à ceux qui combattent sur le terrain la place qui leur revient — la première ». Ils annoncent que deux d'entre eux — Amirouche et Si Haouès — seront présents, vers le 15 avril, à Tunis, pour exposer devant leurs pairs du G.P.R.A. leurs doléances et leurs revendications. H

G.P.R.A. :


Ph. Letellier/Paris-Match

La ligne Morice, à la frontière algéro-tunisienne, dont la construction commença en juin 1957 : des kilomètres de ligne électrifiée protégés par des barbelés, des radars, des mines. Jour et nuit, des éléments motorisés en assurent la surveillance. Dès 1958, les filières d'acheminement vers l'intérieur sont pratiquement coupées, sauf dans le Sud, où de rares convois arrivent encore à s'infiltrer.


Ph. Letellier/Paris-Match


Ph. Letellier/Paris-Match

Au début de l'année 1959, l'« A.L.N. des frontières » compte 15 000 hommes (10 000 stationnés en Tunisie, 5 000 au Maroc) et l'« A.L.N. de l'intérieur » n'a pas perdu beaucoup des effectifs de ses 80 katibas. Il existe toujours, en effet, des volontaires pour remplacer les *djounoud* tués.

L'arrivée de ces remplaçants, souvent très jeunes, qui ne s'aguerrissent qu'au bout d'un certain temps, oblige cependant les chefs de maquis à perfectionner la formation militaire des nouvelles recrues. Si l'armement des soldats qui, en Tunisie et au Maroc, font face aux barrages français devient de plus en plus lourd, le verrouillage des frontières, effectif à 95 %, paralyse le ravitaillement en munitions des maquisards de l'intérieur. Ceux-ci, dans certains secteurs, remplacent les fusils de guerre par des fusils de chasse, car, en l'absence de balles, ils peuvent fabriquer des cartouches de fortune.

En wilaya 1, en particulier, Hadj Lakhdar se plaint du manque d'armes et de munitions, notamment en zone 1 (secteur de Sétif) et aussi du manque de cadres supérieurs, notamment dans les zones 2 et 4. En wilaya 2, Ali Kafi et ses soldats, les plus expérimentés de tous ceux de l'A.L.N., affrontent, en revanche, dans de meilleures conditions les formations d'élite de l'armée française d'Algérie massivement engagées, notamment dans les zones de Djidjelli, El-Milia et Philippeville. « Dans l'Aurès, nous avions deux adversaires, le terrain et la végétation. En Grande Kabylie, nous avons à lutter contre le terrain et la population. Ici, nous avons contre nous le terrain, la végétation et la population », devait déclarer à cette occasion le commandant de la 5ᵉ division de parachutistes.

De Palestro à Tunis

La wilaya 3, quant à elle, est toujours le bastion le plus fort de l'A.L.N. sur le plan militaire, mais aussi sur le plan politique. Les cotisations des militants rentrent bien, si bien que le coffre-fort d'Amirouche contient près de 30 millions. Le service de presse et d'information imprime et diffuse deux bulletins, l'un destiné aux combattants, l'autre — *la Voix de la montagne* — à la population. Un service cinématographique tourne de courts métrages. Des « assemblées du peuple » se tiennent toujours dans certains villages.

Sur le vaste territoire de la wilaya 4, qui s'étend de Palestro à Tunis, les maquis tiennent bon dans leurs « sanctuaires » montagneux de l'Atlas blidéen et de l'Ouarsenis, mais partout ailleurs, l'armée française engage, dans cette région jugée particulièrement importante parce que proche de la capitale, des forces considérables qui « quadrillent » lourdement chaque secteur. Dans les zones ainsi occupées, Bougarra fait diffuser deux publications bilingues (français et arabe) : un bulletin intérieur pour les militants et un journal à assez fort tirage, *Révolution*.

Dghine Ben Ali, dit colonel Lotfi, qui commande la wilaya 5 (Oranie), est, lui, en mauvaise posture parce que l'aviso français *Chevreul* a arraisonné, le 27 décembre 1958, le caboteur danois *Granita*, dont la cargaison est débarquée par des marins français à Mers el-Kébir, alors qu'elle devait être réceptionnée, à Casablanca, pour le compte des maquis F.L.N. et que ceux-ci sont ainsi privés d'un précieux matériel de guerre.

Les armes et les munitions font cruellement défaut à l'A.L.N. de la wilaya 5, alors que 20 000 soldats du général Gilles (tirailleurs et cavalerie blindée de la 4ᵉ D.I.M., légionnaires du 5ᵉ régiment étranger et parachutistes du 1ᵉʳ régiment étranger) investissent ses bastions jusqu'alors inviolés du djebel Aflou et des monts de Saïda (jusqu'à Frenda), que la 5ᵉ division blindée attaque dans la région

Entraînement en Tunisie. Parallèlement à l'éducation ▶ physique et au maniement des armes, les soldats apprennent, sous l'impulsion du colonel Boumediene, les notions essentielles de la guerre révolutionnaire.

LA GARDE PRÉTORIENNE

de Relizane - Zemmora - Montgolfier, et que d'autres unités françaises sont à l'offensive près de Perregaux, au sud de Mascara, au sud-ouest de Lamoricière, dans les montagnes au sud de Tlemcen et au sud d'Aïn-Sefra, le long des pistes et des routes par où transitent les convois d'armes allant de l'oasis de Figuig (Maroc) à Djenien-bou-Rezg, dans la partie occidentale des monts des Ksour. Si les dégâts sont, malgré tout, limités, c'est que Lotfi, intelligent, cultivé en français comme en arabe, dynamique, est un bon stratège, et qu'il réussit à maintenir les liaisons entre les « points chauds » de sa wilaya et l'état-major de Boumediene à la frontière marocaine.

« L'Aigle du désert »

La wilaya 6, enfin, est la plus faible de toutes, car, partout, ses combattants sont réduits à la défensive, voire à la dérobade. Sa principale activité est celle de la propagande, d'ailleurs efficace, car ses responsables contrôlent discrètement la plupart des écoles coraniques, où l'exaltation des thèmes de la résistance se mêle habilement à l'enseignement religieux.

Telle est l'A.L.N. contre laquelle le nouveau commandant en chef de l'armée française d'Algérie, le général Challe, va lancer, à partir de janvier 1959, une formidable offensive.

Challe, auquel de Gaulle a donné des moyens matériels et humains extraordinaires, adopte une nouvelle stratégie. Persuadé que beaucoup des 400 000 hommes du corps expéditionnaire français en Algérie cantonnés dans des tâches « statiques », sont mal utilisés, il crée, dans chaque zone militaire, des unités spéciales antiguérilla « destinées à être le fer de lance d'un assaut généralisé ». Ces « commandos de chasse », chargés de « casser le fellagha » là où il se trouve, seront successivement engagés dans chaque région de l'Algérie aux côtés de milliers de « soldats d'élite » appuyés par l'aviation, les chars et l'artillerie dans des offensives ayant pour objectif l'encerclement, puis l'occupation des « citadelles de l'A.L.N. ».

L'opération « Couronne » est lancée, fin février, en Oranie. Un mois plus tard, Amirouche et Si Haouès, qui s'étaient rejoints pour prendre, comme ils s'y étaient engagés, le chemin de Tunis, ne survivent pas à une journée de combats désespérés contre 900 soldats du 6ᵉ régiment de chasseurs parachutistes du colonel Ducasse, trois escadrons blindés et deux compagnies du 125ᵉ régiment d'infanterie. Les deux colonels et le chef adjoint de la wilaya 6, Amar Driss, « l'Aigle du désert », tombent, côte à côte, sur la pierraille brûlée du djebel Tsameur, à 75 kilomètres au sud-est de Bou-Saada, le 28 mars 1959.

Kahia

L'armée des frontières défile en Tunisie. Garde prétorienne du G.P.R.A., elle servira plus à sa propagande qu'à la lutte sur le terrain, et les chefs des wilayas d'Algérie lui reprocheront son inaction.

En avril, c'est l'opération « Courroie » dans l'Algérois. De très violents accrochages se déroulent dans les secteurs de Palestro, Bou-Zegga et Tamesguida. Blessé à une jambe, le 5 mai, lors d'un engagement devant la casemate qui lui sert de P.C., le colonel Bougarra ne parvient pas à échapper à l'encerclement et il meurt, en tenue de parachutiste, à Ouled-Bouachera, près de Médéa, sans lâcher sa carabine, son arme préférée. Il est le troisième chef de wilaya tué par l'armée française en moins de trois mois.

En juillet, le « rouleau compresseur » de Challe cherche à écraser, par les opérations « Étincelle » et « Jumelles », les maquisards du Hodna et de Kabylie. Le gros des forces de l'A.L.N. de la wilaya 3 se replie au cœur de sa forteresse la plus

Coll. particulière



un archange dit Mira

La construction du barrage, en créant un profond ▶ *no man's land,* provoque l'exode de nombreuses familles. Une partie se réfugie en Tunisie, où elles vivent dans des camps, et les hommes de tout âge seront recrutés pour l'armée des frontières.



M. Riboud/Magnum



René Vautier

inexpugnable, le massif montagneux et boisé de l'Akfadou.

L'opération « Pierres-Précieuses », lancée enfin en octobre dans le Nord constantinois, se fractionne en opérations « Topaze », « Rubis », « Emeraude » (dans la zone Collo-Philippeville) et « Turquoise » (dans le triangle Djidjelli - El-Milia - Mila), mais, là, l'A.L.N. s'en tire relativement à bon compte en faisant éclater ses forces en petites unités et en les dispersant au maximum.

Conclave ultra-secret

Le mouvement ne cessera pas de se poursuivre. Il sera commandé par le successeur d'Ali Kafi à la tête de la wilaya 2, Salah Boubnider, surnommé curieusement « Çaout el-Arab » (« la Voix des Arabes ») depuis qu'il s'est référé, dans un de ses messages, à la célèbre émission de la radio du Caire. Boubnider a pris les armes dès le 1er novembre 1954 (dans le secteur du Kroub, près de Constantine) et en six ans de combats, il a acquis une sérieuse expérience du terrain... et de l'adversaire. Ce grand escogriffe brun, resté toujours très proche de son terroir d'Oued-Zenati, n'est pas ce qu'on appelle « une brillante personnalité », mais il a des qualités solides — courage, endurance, modestie, réalisme — qui lui permettront de « tenir le coup » jusqu'à la fin de la guerre.

Le 5 novembre, la wilaya 3 perd son commandant militaire. Bien informée, grâce à la trahison de certains transfuges, sur les déplacements de l'adversaire, une patrouille française d'infanterie de marine tend, à cinq kilomètres au nord d'Akbou, une embuscade réussie à Abderrahmane Mir, dit Mira, et tue à bout portant l'archange blond au teint mat et aux yeux clairs qui ne se déplaçait qu'accompagné de son fidèle chien de berger allemand. Toute l'autorité revient au colonel Mohand Ou el-Hadj, le commerçant avisé, chef de la *djemaa* (assemblée des notables locaux) de son village natal de Bouzeguène, le vétéran du 1er novembre 1954, le renard qu'aucun général français n'a pu prendre au piège, le « Vieux » — c'est le nom que lui donnent affectueusement ses soldats — qui joint à l'intrépidité du maquisard la sagesse et la ruse du fin politique.

L'implacable mise en application du « plan Challe » a, finalement, provoqué des hécatombes, fait perdre à l'A.L.N. la moitié de ses effectifs et accentué la coupure entre l'univers de plus en plus cauchemardesque des maquis et le monde de l'A.L.N. et du F.L.N. qui s'organise à Tunis.

Les *moudjahidin* des wilayas de l'intérieur se plaignent amèrement d'être de moins en moins ravitaillés en armes par les « frères de l'extérieur » alors qu'ils mènent un combat de plus en plus difficile. Beaucoup ne se contentent plus de contester la politique de Krim Belkacem et de son principal conseiller militaire, le commandant Mouloud Idir, mais remettent en cause la légitimité même d'un G.P.R.A. qui remporte, certes, des succès diplomatiques, mais qui se montre incapable d'aider sérieusement les maquis.

La crise est telle que Ferhat Abbas remet son mandat de président du G.P.R.A. à la disposition des chefs de l'A.L.N. présents à Tunis. Les orientations que doit prendre la révolution algérienne sont alors discutées pendant dix jours (première décade de décembre) dans un conclave ultra-secret, par dix colonels : Krim Belkacem, Ben Tobbal, Boussouf, Mohammedi Saïd, Boumediene, Hadj Lakhdar (wilaya 1), Ali Kafi (wilaya 2), Yazourène, dit Brirouche, dit Saïd (wilaya 3), Si Sadek (wilaya 4) et Lotfi (wilaya 5). Ces dix leaders se mettent finalement d'accord pour désigner — à la majorité relative — les combattants et militants appelés à trancher, au sein d'un troisième C.N.R.A., les controverses en cours.

Après dix jours à Tunis, trente-trois jours à Tripoli. Il faut en effet plus d'un mois (16 décembre 1959 - 19 janvier 1960) pour que les membres de ce C.N.R.A. (ils sont finalement cinquante), réunis dans le « palais législatif » de la capitale libyenne, prennent, après d'interminables discussions (certains commentateurs appellent ironiquement les délégués des « compagnons de la délibération »), les décisions qu'on attend d'eux.

Au 3e C.N.R.A., les représentants des wilayas de l'intérieur, les anciens et sur-

◀ Des suspects viennent d'être arrêtés. Qui sont-ils ? De pauvres hères qui ne demandent qu'à vivre en paix dans leur mechta ou des agents du F.L.N., *choufs* ou collecteurs de fonds, poseurs de mines ou espions ?

Gamma/R.A.

tout les nouveaux (et, parmi ceux-ci, Si Salah, chef de la wilaya 4, et son adjoint Bounaama Djillali, dit Si Mohamed) jouent un rôle important. Ils insistent pour que soit effectivement appliqué l'article 3 des statuts du F.L.N. adoptés par le C.N.R.A. et déclarent notamment que « l'A.L.N. est partie intégrante du F.L.N.; tout *djoundi* est militant du F.L.N., tout militant du F.L.N. est capable d'être *djoundi* ». Ils affirment, d'autre part, inversant la formule célèbre, que ce n'est pas le parti qui doit commander aux fusils, mais les fusils qui doivent commander au parti.

Du fait de la sourde opposition de ces officiers au triumvirat Krim Belkacem - Boussouf - Ben Tobbal, celui-ci, s'il demeure prépondérant, ne s'impose plus d'une manière absolue comme en 1958. Dans le deuxième gouvernement Ferhat Abbas constitué par le C.N.R.A., Krim Belkacem, devenu ministre des Affaires étrangères, Boussouf, toujours ministre de l'Armement et des Liaisons, et Ben Tobbal, toujours ministre de l'Intérieur, perpétuent leur pouvoir à travers un « Comité interministériel de guerre », nouvellement organisé. Ce pouvoir est cependant équilibré par un autre organisme dont la création est décidée : un état-major général (E.M.G.) enfin unifié de l'A.L.N. remplaçant les anciens « commandements des opérations militaires » de l'est et de l'ouest et dirigeant de fait, sous le contrôle quelque peu théorique du G.P.R.A., la stratégie militaire de la guerre d'indépendance.

Le chef de cet E.M.G., le colonel Houari Boumediene, et ses deux adjoints, le commandant Menjli et le commandant Slimane (Kaïd Ahmed), commandent, en effet, depuis leur principal quartier général, celui de Ghardimaou (à 10 km de la frontière algéro-tunisienne) et leur Q.G. secondaire d'Oujda (à la frontière algéro-marocaine) une force bien équipée et bien disciplinée de 25 000 hommes.

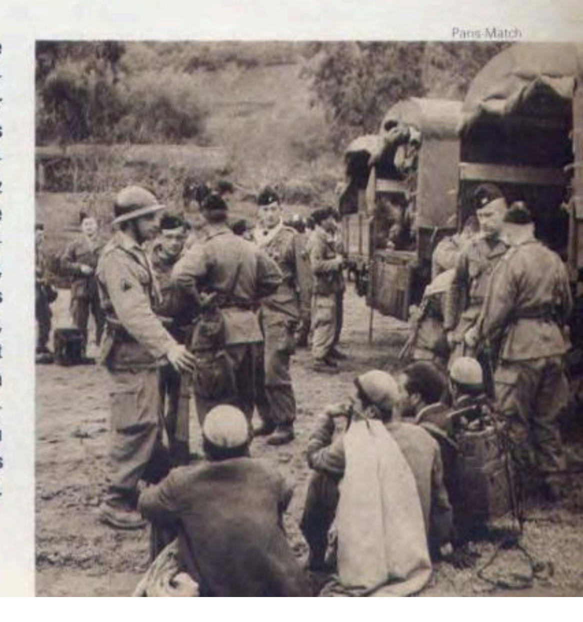
Grâce à leurs harcèlements permanents, avec appui d'artillerie — c'est la « bataille des frontières » —, ces soldats « fixent » aux confins algéro-tunisiens et, dans une moindre mesure, aux confins algéro-marocains, des effectifs français de 80 000 à 100 000 hommes, ce qui soulage d'autant les combattants des wilayas de l'intérieur. Dans le rapport des forces qui s'établit, non seulement entre le camp fran- ▶

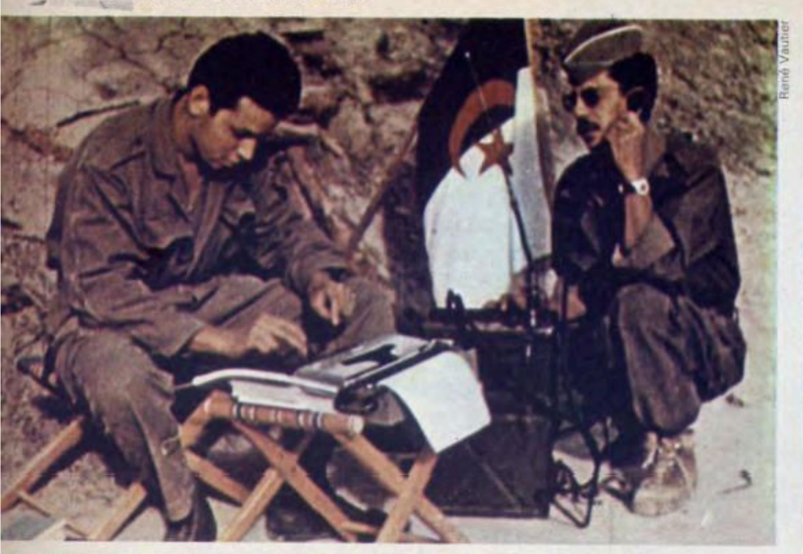
Gamma/R.A.



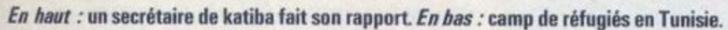
A gauche : camp de prisonniers algériens. A droite : départ de troupes françaises en opération. Un assez grand nombre de prisonniers se rallièrent à la France, entre le printemps 1958 et l'été 1959, et demandèrent spontanément à renseigner les forces de l'ordre ou à reprendre les armes à leurs côtés.

Paris-Match

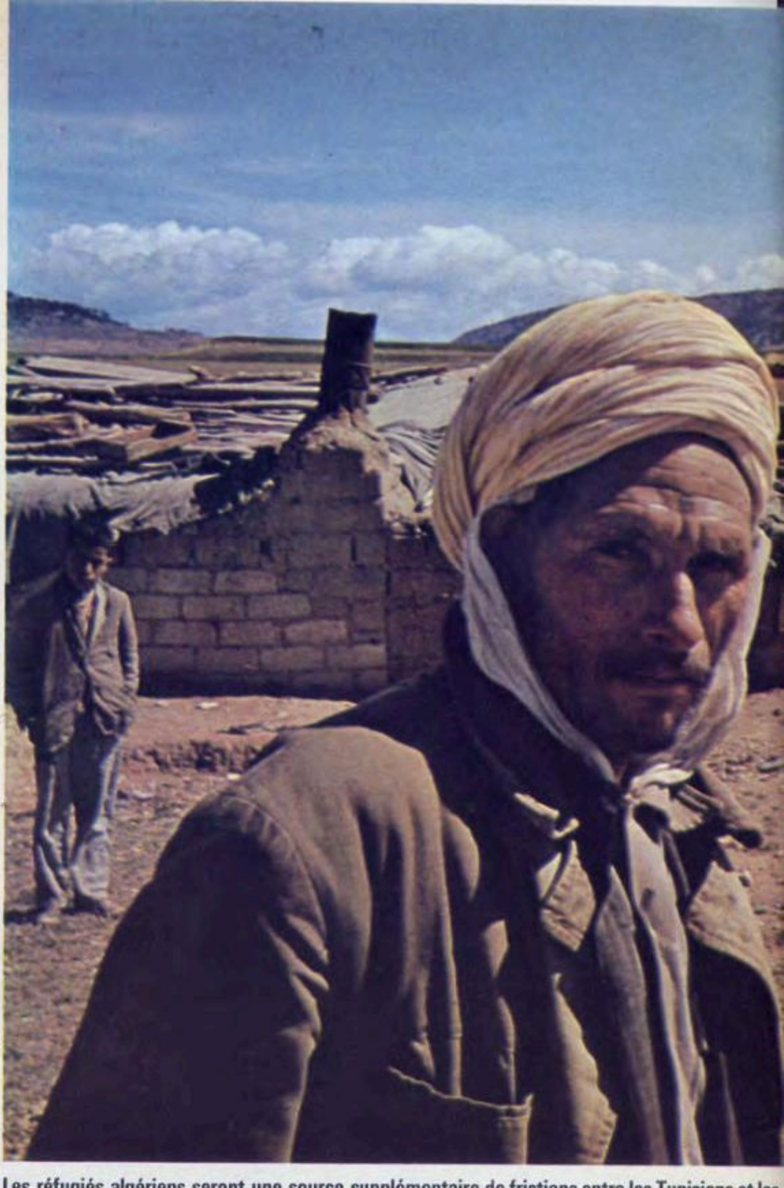








En haut : un secrétaire de katiba fait son rapport. *En bas :* camp de réfugiés en Tunisie.



Les réfugiés algériens seront une source supplémentaire de frictions entre les Tunisiens et les

règlements de comptes dans la wilaya 4

çais et le camp algérien, mais à l'intérieur du camp algérien, ils pèsent ainsi d'un poids de plus en plus lourd. Avec son budget autonome, ses soldats bien encadrés, ses services spécialisés, l'état-major général s'érige en force directement antagoniste de celle de l'équipe Krim Belkacem-Boussouf-Ben Tobbal.

L'ancienne stratégie du « triumvirat » étant visiblement dépassée à l'heure de la « bataille des frontières », l'E.M.G., tout d'abord, donne de nouvelles directives aux chefs de l'A.L.N. de l'intérieur. Il leur recommande d'éviter, chaque fois qu'ils le peuvent, les engagements avec les soldats français (mais de se battre jusqu'à la mort lorsqu'ils sont « accrochés »), d'alléger et de disperser des unités dont la mobilité accrue devrait compenser, au moins partiellement, l'affaiblissement de leur puissance de feu. Il leur conseille aussi de renforcer, grâce à un matériel technique plus perfectionné, les liaisons entre les différents P.C. des wilayas, d'une part, et les communications avec les Q.G. de l'E.M.G. à Ghardimaou et à Oujda, d'autre part.

On en revient, en somme, aux embuscades et aux harcèlements comme au début de la guerre, tandis que les *fidayin* reçoivent l'ordre de multiplier les attentats dans les villes où doivent se développer les O.P.A. (organisations politico-administratives) du F.L.N. Il s'agit, en définitive, d'apporter un démenti aux affirmations du général Challe selon lesquelles « la rébellion est extirpée » et de montrer que cette rébellion « repousse comme du chiendent derrière le râteau des ratisseurs français ».

Il n'est pas facile, cependant, de mettre réellement ces directives en application sur le terrain. Dans la wilaya 2, l'opération « Pierres-Précieuses » a en effet permis à l'armée française de reprendre possession de zones qu'elle ne contrôlait plus, même dans les anciennes « forêts-refuges » de la presqu'île de Collo (où, pour la première fois, la récolte de liège atteint un niveau assez proche de ce qu'il était avant l'insurrection du 1er novembre 1954).

La wilaya 6, même si elle peut faire passer en Algérie, par les pistes sahariennes, un certain nombre de combattants venant du Maroc, manque de moyens pour « allumer de nouveaux foyers de guérilla » et développer, comme le souhaiterait l'état-major général, une « guerre du Sud ». Elle se montre d'autant moins efficace sur le plan militaire qu'elle n'a pas surmonté les crises sanglantes qui la déchirent depuis plusieurs mois déjà (liquidation, en août 1959, de Taïeb El-Djoghali par Ali Ben Messaoud, plus sensible aux influences « messalistes », puis, en décembre 1959, liquidation d'Ali Ben Messaoud par Si Salah, qui venge Djoghali). En fait, cette « wilaya des hauts plateaux » n'est plus véritablement commandée, et la question du partage de ses différentes zones entre les wilayas 1, 4 et 5 ne cessera pas de se poser.

En wilaya 5, la direction du F.L.N. marque d'abord un point, en mars, lorsque Boussouf, et surtout Ben Tobbal, obtiennent, à Berkane, avec l'aide des autorités marocaines, la reddition de l'ex-commandant de la zone 1 (Tlemcen), le capitaine Tahar Hamaïdia, dit Zoubir, et de ses 300 hommes qui, repliés depuis quelques mois, au Maroc, dans la région de Touissit, au sud d'Oujda, étaient entrés en semi-dissidence. Mais, à la fin du mois de mars — le 29 exactement —, un coup

M. Riboud/Magnum

Algériens car beaucoup ont amené avec eux leurs troupeaux, qui se répandent sur des terres appartenant aux Tunisiens...

très sévère lui est porté. Après vingt-quatre heures de combats, son chef, le colonel Lotfi, le jeune commandant de la wilaya 5 (il n'a que vingt-quatre ans), son adjoint le commandant Embarek et leur escorte sont encerclés et tués dans le djebel Béchar par les troupes françaises, alors que, venus du Maroc, ils tentaient de gagner leur P.C. à l'intérieur de l'Algérie.

C'est cependant la wilaya 4 qui connaît les remous les plus sérieux. En janvier 1960, le colonel Si Salah et des responsables politico-militaires tels que Si Halim (zone 1), Si Abdellatif (zone 2), Si Hassan (zone 3), Si Lakhdar (zone 4) et enfin Si Mohamed ont pris la décision de rechercher le contact avec les autorités françaises pour une « paix des braves ». Si Salah et Si Lakhdar participent, le 10 juin, en compagnie de Si Mohamed, à une rencontre secrète à l'Élysée avec de Gaulle, et ils promettent de tâcher de rallier à l'idée de la « paix des braves », leurs compagnons de la wilaya 3, de la wilaya 6 et même de la wilaya 5.

Si Mohamed, cependant, se range ensuite aux arguments de ses adjoints, les capitaines Berroughia et Lakhdar Bouraghra, quand ces derniers lui disent que de Gaulle, lorsqu'il a reçu les délégués de la wilaya 4, n'a fait que manœuvrer pour affaiblir les représentants du G.P.R.A. — Ahmed Boumendjel et Mohamed Ben Yahia — convoqués, à la même époque, à une rencontre, d'ailleurs infructueuse, à la préfecture de Melun, avec des porte-parole du gouvernement français.

Il fait alors fusiller Si Lakhdar et Si Abdellatif, et prend la place de Si Salah, qu'il fait arrêter, en septembre, à Palestro, et qui sera exécuté. Si Mohamed sera tué à son tour le 8 août 1961, dans les faubourgs de Blida, au cours d'un coup de main du 11[e] « choc », l'unité française des « missions spéciales ».

Les harcèlements des « troupes françaises des barrages » par de petits commandos de l'A.L.N. sont, au printemps, relativement nombreux et importants (bataille du djebel M'Zi, à l'ouest, les 5 et 6 mai 1960, et série d'accrochages, à l'est, du 25 au 31 mai), mais ils causent des pertes si lourdes dans les rangs des *djounoud* qu'au début de l'été de 1960, l'état-major général espace les assauts et réduit les effectifs engagés. L'attaque, avec appui d'artillerie, les 8 et 9 août, des postes français échelonnés dans les secteurs de Perret, Hadj et Port-Say sera la dernière opération d'une certaine ampleur.

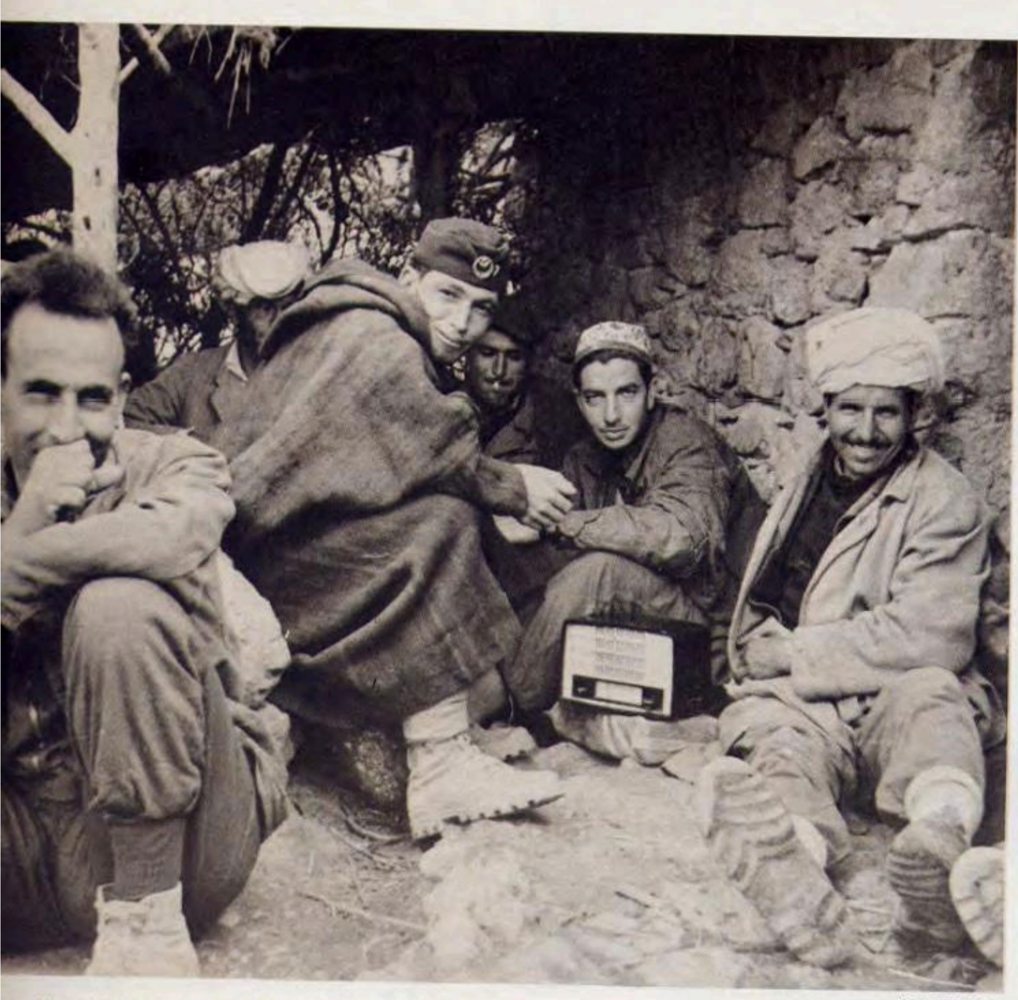
A partir de cette date, on voit se développer un double mouvement qui continuera jusqu'à la fin de la guerre. L'« armée des frontières » ne cessera pas de se renforcer, car elle recrutera abondamment dans les camps de réfugiés algériens et au sein de l'émigration algérienne en Europe, et elle se dotera d'un armement moderne grâce au budget qui lui est alloué par le G.P.R.A. Au contraire, l' « A.L.N. de l'intérieur » ne cessera de s'affaiblir. En décembre 1960, elle ne possède plus que 8 300 armes individuelles et 470 armes collectives. Les katibas fortes de plus de 60 hommes ne sont plus qu'une cinquantaine, et ce sont de petits groupes en armes qui constituent l'essentiel des 18 000 ▶

Courrière/Paris-Match



L'armée des frontières : bon commandement, bon armement. Mais les soldats souffrent d'un véritable « complexe du barrage », et ce n'est souvent que la « mort dans le dos », c'est-à-dire poussés en avant par une autre unité commise à cet effet qu'ils se décident à pénétrer dans ses réseaux meurtriers. ▶

l'armée des frontières : des paysans en uniforme qui apprennen



Coll. particulière

Vie quotidienne au maquis. Les seules distractions tolérées étaient, pour les gradés, les appareils photo et les transistors, qui devaient fonctionner collectivement et seulement sous le contrôle d'un gradé.

hommes qui se battent encore dans les djebels.

Le combat se déplace, dans ces conditions, vers les centres urbains. Au cours de l'année 1960, les Algériens — pour la première fois depuis 1956 — descendent de plus en plus massivement dans la rue pour crier les slogans et les mots d'ordre du F.L.N. (manifestations de juillet pour l'anniversaire du débarquement des troupes françaises à Sidi-Ferruch ; manifestations célébrant, le 1er novembre, le sixième anniversaire du déclenchement de l'insurrection ; grandes manifestations, en décembre, pendant que se déroule, à l'O.N.U., le débat sur l'Algérie). Ces démonstrations, qui amènent la concentration, dans les villes, de forces militaires et policières françaises de plus en plus importantes, apportent à l'A.L.N. une aide inappréciable, car les combattants subissent, du coup, une pression moins forte.

Ce qui est perdu sur le plan militaire est, finalement, regagné sur le plan politique. De nombreux soldats ou des officiers, dont la vie devient intenable dans les maquis de la montagne, regagnent d'ailleurs clandestinement les villes pour renforcer les O.P.A. du F.L.N. urbain.

Les responsables F.L.N. ont toujours dit aux journalistes :« Dans presque toutes les villes d'Algérie de quelque importance, il y a trois O.P.A. : une en prison, l'autre en action et la troisième en réserve. » Ils peuvent dire, au début de 1961, que la plupart des O.P.A. du « cadre de réserve » entrent en activité. Leurs « commandos de choc », reprenant les attentats, exécutent les grands ou petits notables algériens ralliés ou semblant en passe de se rallier à la « politique d'association » de De Gaulle (l'objectif principal du F.L.N. est d'abord d'empêcher la naissance d'une « troisième force musulmane » exprimant, en dehors de lui, les vues d'un « nationalisme modéré » favorable aux thèses françaises).

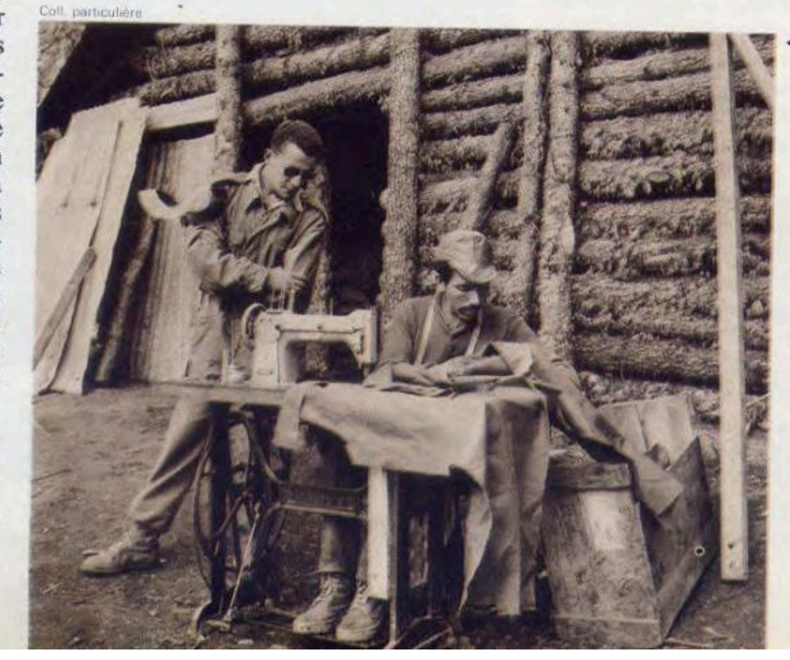
Au Maroc et surtout en Tunisie, l'« armée des frontières », pendant ce temps, se développe régulièrement. C'est une force plébéienne composée, pour l'essentiel de ruraux : ouvriers agricoles « saisonniers » et « journaliers », petits fellahs qui, avant de prendre les armes, cultivaient péniblement un maigre lopin de terre.

Les « bureaucrates » du G.P.R.A.

Profondément arabo-musulmans, ces paysans pauvres en uniforme sont aussi profondément égalitaristes. Pour eux, l'indépendance de l'Algérie n'est pas une fin en soi, et elle n'aura un sens que si elle s'accompagne d'une transformation des structures du pays leur permettant d'étancher leur « soif de terre ». Ils éprouvent une sympathie naturelle pour les conceptions chinoises du « soldat populaire » qui sait que « le fusil et la pioche sont faits du même bois ». Beaucoup partagent les points de vue de Frantz Fanon, l'intellectuel révolutionnaire martiniquais entré dans le F.L.N., qui vient souvent, d'ailleurs, faire des conférences dans les écoles de cadres de l'A.L.N. Un esprit révolutionnaire souffle sur l'armée des frontières, en même temps qu'il y règne, depuis que l'état-major général l'a prise en main, l'autoritarisme hiérarchique et la discipline propres aux armées « classiques ».

A l'intérieur, l'A.L.N. subit des pertes de plus en plus sévères, notamment en

Coll. particulière



◀ Vie quotidienne au maquis. La confection des uniformes. Parfois faits avec du tissu acheté en ville, parfois aussi retaillés dans des uniformes pris sur des cadavres de soldats français. De même, certains couvre-chefs d'unités françaises étaient conservés comme trophées et portés. Les plus appréciés étaient le calot de l'infanterie de marine et la casquette Bigeard.

que "le fusil et la pioche sont faits du même bois"

wilaya 4, où le commandant Hassan, un étudiant en médecine astucieux, prend une autorité croissante. Son ravitaillement et son équipement se tarissant de plus en plus, cette A.L.N. se « contracte ». Elle s'organise de manière de plus en plus autonome avec les moyens du bord, et elle lutte pour sa survie, car les *moudjahidin*, fort bien informés de ce qui se passe au-delà de leurs maquis, savent bien que, selon la formule du chef de la wilaya 3, Mohand Ou el-Hadj, « survivre, c'est vaincre ».

Les diplomates algériens — et notamment deux des plus astucieux, Yazid et Dahlab, respectivement ministre de l'Information du G.P.R.A. et secrétaire général du ministère des Affaires étrangères — font en effet progresser les négociations avec un gouvernement français décidé, après des années d'une guerre ruineuse, à se débarrasser d'une hypothèque qui pèse lourdement sur ses finances et sur sa diplomatie. C'est à ceux-là maintenant, dirait un rugbyman, de transformer l'essai que l'A.L.N. a marqué.

L'A.L.N., réduite à 12 000 hommes environ, a surtout pour rôle de maintenir l'insécurité sur tout le territoire national, de manière que le « problème algérien » demeure toujours aussi brûlant et que de Gaulle fasse des concessions de plus en plus substantielles pour obtenir un règlement politique du conflit.

Les militaires de l'armée des frontières sont moins favorables que les maquisards de l'intérieur à la négociation publique franco-F.L.N. qui s'ouvre, à Évian, en mai 1961, car ils expriment certaines inquiétudes sur l'avenir de la résistance algérienne. Il risque de se constituer, assurent-ils, non pas à côté du F.L.N., mais au sein du F.L.N. lui-même, une « troisième force » susceptible de s'allier avec les notables ayant récemment émergé sur la scène algérienne grâce au plan de Constantine et de la « promotion musulmane » gaulliste et de rejoindre une néo-bourgeoisie capable de négocier, pour prendre sa place au soleil, un « partage des richesses du pays avec le néo-colonialisme français ». Les plus véhéments s'en prennent particulièrement aux « nouveaux privilégiés », aux hauts fonctionnaires, diplomates, juristes et autres « bureaucrates » du G.P.R.A. qu'ils ▶



Écusson de l'A.L.N. 1962. Comme les insignes de grade, ils variaient selon les différentes wilayas puisqu'ils n'étaient pas prévus par le règlement.

Coll. Laclifi



René Vautier

◀ **Barbelés et champs de mines... des *djounoud* s'entraînent, en Tunisie, en vue d'une tentative de franchissement du barrage, mission tant redoutée. Un fait semble certain : ceux de Tunisie n'ont pas l'esprit combatif de ceux de l'intérieur.**

Meeting en Tunisie. Un commissaire politique explique aux hommes réunis le sens du combat. En juillet 1960, l'A.L.N. de Tunisie aligne 15 000 hommes, dont 9 500 combattants, articulés, notamment, en 14 bataillons d'environ 500 hommes chacun. ▼



René Vautier

l'A.L.N. renforcée de nombreux "marsiens"

appellent ironiquement les « chefs de cabinet » et qu'ils traitent facilement de « profiteurs », d' « opportunistes capitulards » et de « planqués » préférant aux maquis du djebel le maquis de la procédure.

Boumediene et ses deux adjoints de l'E.M.G., les commandants Slimane et Menjli, se font, avec une violence croissante, les porte-parole du mécontentement contre le G.P.R.A. et son entourage. Ils reprochent aussi au « gouvernement provisoire » de montrer une complaisance coupable envers Bourguiba, qui, abandonnant tout esprit de « solidarité maghrébine », joue un jeu particulariste avec de Gaulle.

L'abcès pourrit lentement

Le conflit entre l'E.M.G. et le G.P.R.A. éclate ouvertement au début de l'été, lorsque Boumediene qualifie de « scandaleuse » la décision de la « troïka » Krim Belkacem-Ben Tobbal-Boussouf de remettre à Bourguiba, pour qu'il le rende aux autorités françaises, le pilote — Frédéric Gaillard — d'un avion français abattu par le tir d'armes algériennes, alors qu'il survolait, le 21 juin, le centre de l'A.L.N. d'Oued-Mellègue à la frontière algéro-tunisienne. Les leaders de l'état-major général qui se sont adjoint le commandant Azedine, le fameux « Robin des Bois » des premiers combats de la wilaya 4, ont des explications orageuses avec Krim Belkacem, Boussouf et Ben Tobbal. Après quoi, ils offrent leur démission, en expliquant aux responsables de l'A.L.N., dans un « mémoire » en date du 15 juillet 1961, le sens de leur geste.

Ils ajoutent que s'ils entendent garder secrète leur initiative pour ne pas gêner le déroulement des négociations franco-algériennes, ils ne suspendront leur démission que lorsque leur querelle avec le G.P.R.A. aura été tranchée par le C.N.R.A., instance suprême de la révolution algérienne.

Le C.N.R.A., qui se réunit ainsi du 21 au 27 août à Tripoli, et qui constitue un 3ᵉ G.P.R.A. présidé, non plus par Ferhat Abbas, mais par Ben Khedda, ne vide pas cependant la querelle. Il estime en effet qu'une décision spectaculaire en faveur de l'un ou l'autre des deux camps en présence ne ferait qu'étaler sur la place publique les divisions internes du F.L.N. et nuirait à la cause algérienne dans la mesure où elle compromettrait le succès des pourparlers avec de Gaulle. L'influence du groupe Krim Belkacem-Boussouf-Ben Tobbal et celle du groupe Boumediene-Slimane-Menjli continuent donc à s'équilibrer.

A la direction du F.L.N. et de l'A.L.N. l'abcès pourrit lentement. Lorsque s'amorce la reprise, cette fois décisive, de la négociation avec le gouvernement français et que le G.P.R.A. se réunit au Maroc, à Mohammedia (4-10 janvier 1962), Krim Belkacem et Mohammedi Saïd proposent de le crever. Ils suggèrent de révoquer Boumediene et ses adjoints, mais ses collègues refusent ce projet, estimant inopportun d'engager contre leurs adversaires une bataille prématurée.

Ils se contentent d'envoyer clandestinement à Alger quatre leaders — Omar Oussedik, Boualem Oussedik, Lounici et Azedine, qui s'est séparé de l'E.M.G. — en les chargeant d'organiser, dans la capitale, une « zone autonome », et de préparer ainsi le terrain pour que le G.P.R.A., à l'heure de la paix, « puisse gouverner l'Algérie, en Algérie, avec l'autorité nécessaire ». Ils envoient aussi Krim Belkacem rencontrer, dans leur résidence surveillée, mais désormais dorée, du château d'Aulnoy, les cinq « chefs historiques » du F.L.N. — Ben Bella, Boudiaf, Khider, Aït Ahmed, Rabah Bitat — prisonniers des Français, afin de les mettre dans le jeu. Si, pendant la même période, le capitaine Abdelkader (Abdelaziz Bouteflika), l'adjoint le plus proche de Boumediene, effectue également une visite à Aulnoy, c'est que l'état-major général, lui aussi, cherche des alliances dans sa bataille contre le G.P.R.A.

Le combat entre les deux équipes opposées se poursuit pendant tout le premier semestre 1962, mais à fleurets mouchetés. Lorsque le 5ᵉ C.N.R.A. de Tripoli (20-27 février 1962) est appelé à approuver à la majorité des deux tiers, comme le prévoient les statuts du F.L.N., le projet de compromis franco-algérien presque définitif que trois ministres français et trois ministres algériens ont mis au point, quelques jours plus tôt, lors de la rencontre


Holmes-Lebel

Instruction militaire de l'A.L.N. avec de l'armement lourd soviétique à Oued-Mellègue (Tunisie). Les cadres de l'armée de Tunisie ne comptaient pas moins d'une trentaine d'officiers déserteurs de l'armée française.

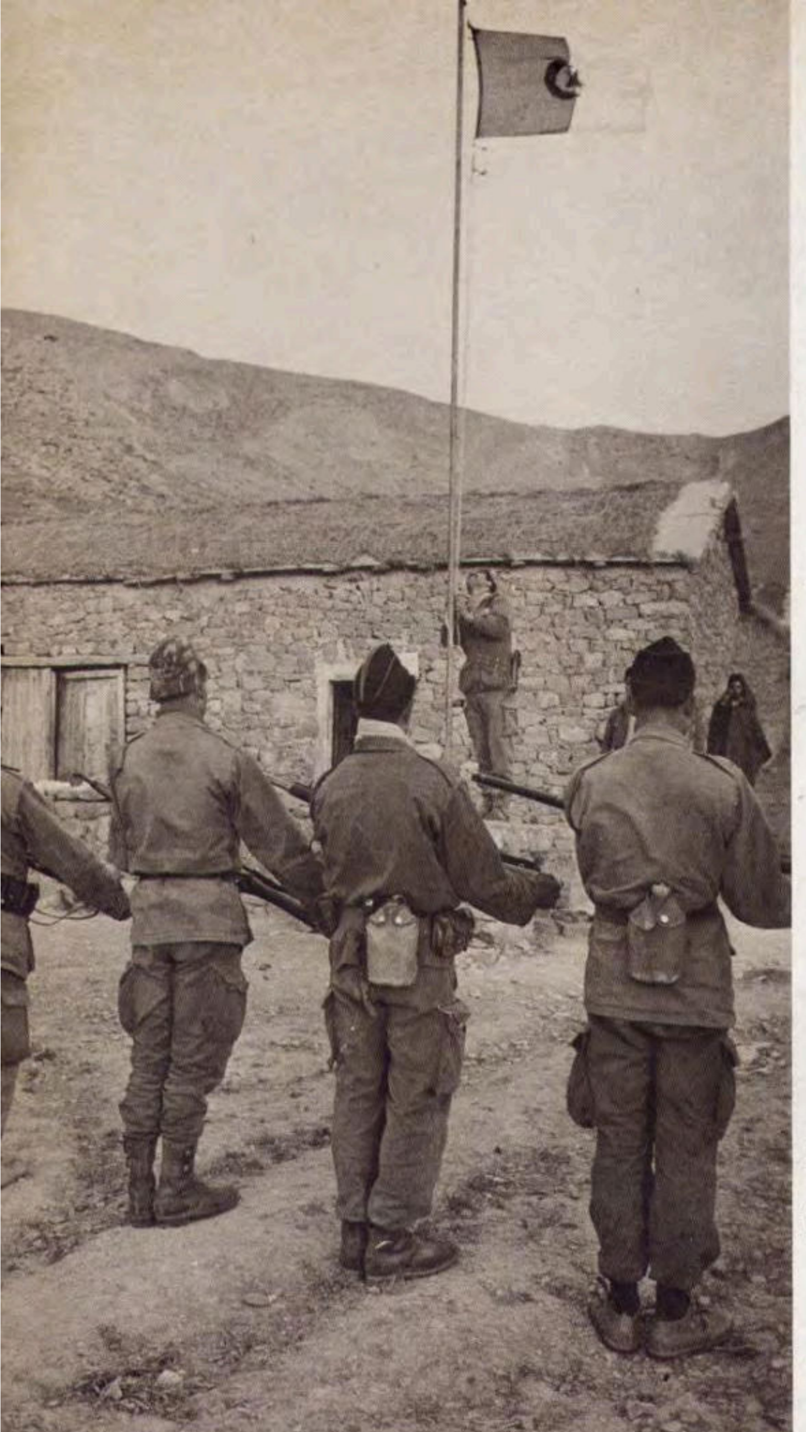
Le salut aux couleurs dans le maquis. La mechta sert de P.C. fixe aux chefs de zone. Lorsque le colonel de la wilaya rend visite au P.C., un détachement lui rend les honneurs et son fanion de commandement est hissé à côté du drapeau.



Revue militaire en Tunisie : une armée entretenue à grands frais que son chef, le colonel Houari Boumediene, veut militante parce qu'il entend faire d'elle, plus tard, le ferment politique dans la masse, selon les préceptes maoïstes.


Y. Debraine

Krim Belkacem, Ben Tobbal et Boussouf, la « troïka » du G.P.R.A. : en conflit avec le colonel Boumediene.



Gamma/R.A.



Breyer



R. Berretty/Rapho

En haut : scène de maquis. Un groupe de soldats de l'A.L.N. pose pour la postérité. *Ci-dessus* : l'armée des frontières en route vers Alger, après l'indépendance.

secrète des Rousses, Boumediene, Slimane et Menjli votent contre des textes trop favorables, selon eux, aux intérêts français. Ils ne défendent cependant qu'une position de principe, et leur baroud n'est qu'un baroud d'honneur.

Après la seconde conférence d'Évian (mars 1962), le gouvernement français et le G.P.R.A. signent un accord de cessez-le-feu. La guerre d'Algérie est officiellement terminée, mais elle va continuer, trois mois encore, sur le terrain, et sous une autre forme, car l'O.A.S. poursuit, dans les derniers soubresauts d'une folie qui tient du suicide, sa lutte désespérée pour « sauver l'Algérie française ». Les ultimes combats que doit mener l'A.L.N. de l'intérieur, renforcée des milliers de « marsiens » — les opportunistes, qui, après le cessez-le-feu de mars, volent au secours de la victoire, se mettent en uniforme et se déclarent *moudjahidin* — retardent encore la grande explication entre le G.P.R.A. et l'état-major général.

Ce n'est que fin juin, à la veille du référendum d'autodétermination qui consacrera l'indépendance de l'Algérie, que se produit l'affrontement décisif. On voit se constituer, autour de Ben Bella, Khider et Boumediene, au 6e C.N.R.A. de Tripoli, un groupe qui prend le dessus sur le groupe resté fidèle au G.P.R.A. mais devenu minoritaire. Les vainqueurs affirment même qu'ils disposent de la majorité des deux tiers nécessaire pour changer radicalement une équipe et une politique gouvernementales, et ils forment un nouveau « bureau politique du F.L.N. », organisme restreint, mais, déclarent-ils, « dépositaire de la légitimité de la révolution ». L'équipe du G.P.R.A., qui conteste la validité des mandats de certains délégués venus au C.N.R.A. pour le dénoncer, n'admet, en revanche, ni ce vote ni l'interprétation qui en est donnée.

Refusant un débat qu'il juge faussé, et fort de la situation de fait qu'il a acquise, Ben Khedda s'esquive avant la fin des travaux du « parlement de la révolution » et rentre à Tunis. Il démet de leurs fonctions Boumediene et ses deux adjoints de l'E.M.G. et gagne Alger, le 3 juillet, avec ses ministres, dans l'espoir de prendre ses adversaires de vitesse.

Bien qu'il devienne dépositaire de la souveraineté algérienne transférée par le

Kahia



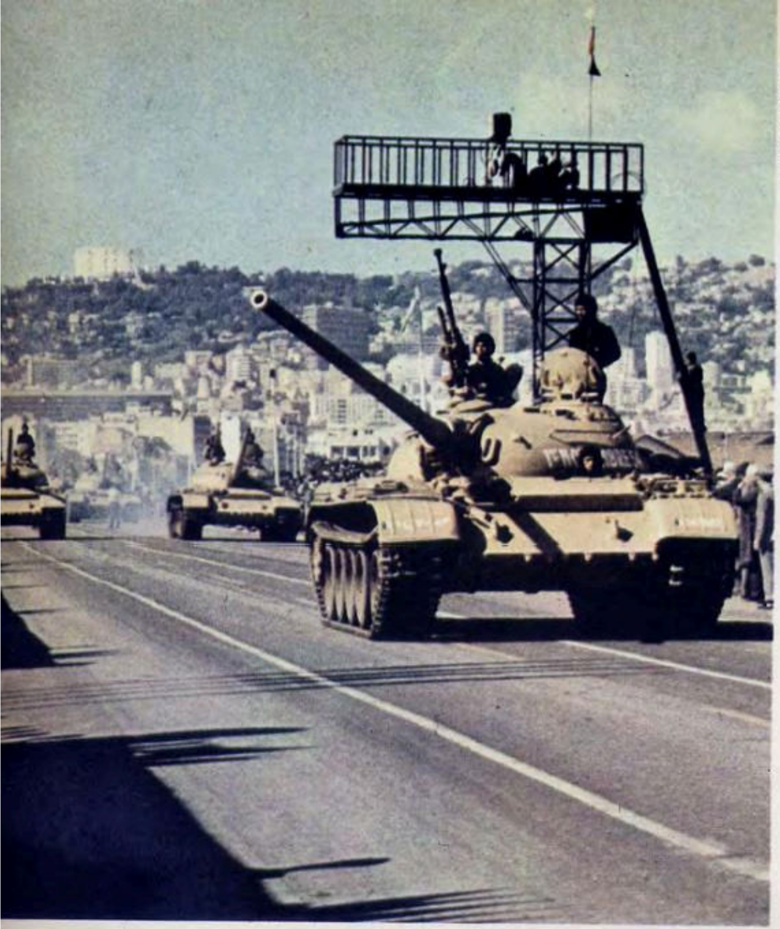
Coll. particulière



Dalmas



Ahmed Ben Bella *(à gauche)* et Mohamed Khider *(à droite)* : les prisonniers d'Aulnoy. *Au centre* : Boumediene.



Photos D. Leterrier



Photos D. Leterrier

Un 1er novembre à Alger. Pour l'anniversaire de la « Toussaint rouge », l'A.L.N. défile : infanterie, blindés, marine, participent aux manifestations.

derniers combats dans la région d'Aumale

gouvernement français, et cela au moment où la quasi-totalité de la population européenne quitte l'Algérie pour se replier sur la France, le G.P.R.A., en fait, sera perdant. Boumediene lui fait savoir qu'il tient pour nulle et non avenue la sanction prise contre lui et donne à son armée l'ordre de faire mouvement sur Alger à partir de ses bases de Tunisie et du Maroc. Ses troupes passent les frontières de l'est et de l'ouest. Elles rallient à elles les unités des « wilayas périphériques » (1 et 5), mais elles se heurtent à la résistance des principales unités des « wilayas de l'intérieur » (2, 3 et 4) soutenant, contre l'équipe que Ben Bella a installée à Tlemcen, le groupe politique formé à Tizi-Ouzou par les leaders du G.P.R.A.

Plus nombreuses, mieux encadrées, mieux équipées, plus lourdement armées, les troupes de Boumediene l'emportent, fin août 1962, sur les détachements qui tentent d'empêcher leur marche. Elles gagnent les derniers combats — meurtriers — qu'elles livrent, dans la région d'Aumale, contre les forces de la wilaya 4, et font leur entrée à Alger.

En septembre, l'Algérie sort enfin de l'anarchie et du chaos. Un État se construit sur les décombres laissés par la guerre. Le 20 septembre, les Algériens élisent leur première Assemblée nationale, que présidera Ferhat Abbas. Le 24 septembre, l' « exécutif provisoire », qui avait été mis en place à Rocher-Noir près d'Alger, après le cessez-le-feu, tient sa dernière séance. Le 29 septembre, l'Assemblée nationale algérienne, par 159 voix contre 1 et 19 abstentions, investit le premier gouvernement — non provisoire — de la République algérienne, présidé par Ahmed Ben Bella, avec Houari Boumediene comme ministre de la Guerre.

Ce gouvernement reçoit ainsi sa légitimité juridique, mais il tire l'essentiel de sa force de l'appui de l'Armée de libération nationale, qui devient bientôt l'« Armée nationale populaire ». Celle-ci partage le pouvoir avec les civils « benbellistes ». Elle prendra complètement le pouvoir lorsque Boumediene, en juin 1965, réussira à éliminer Ben Bella. H

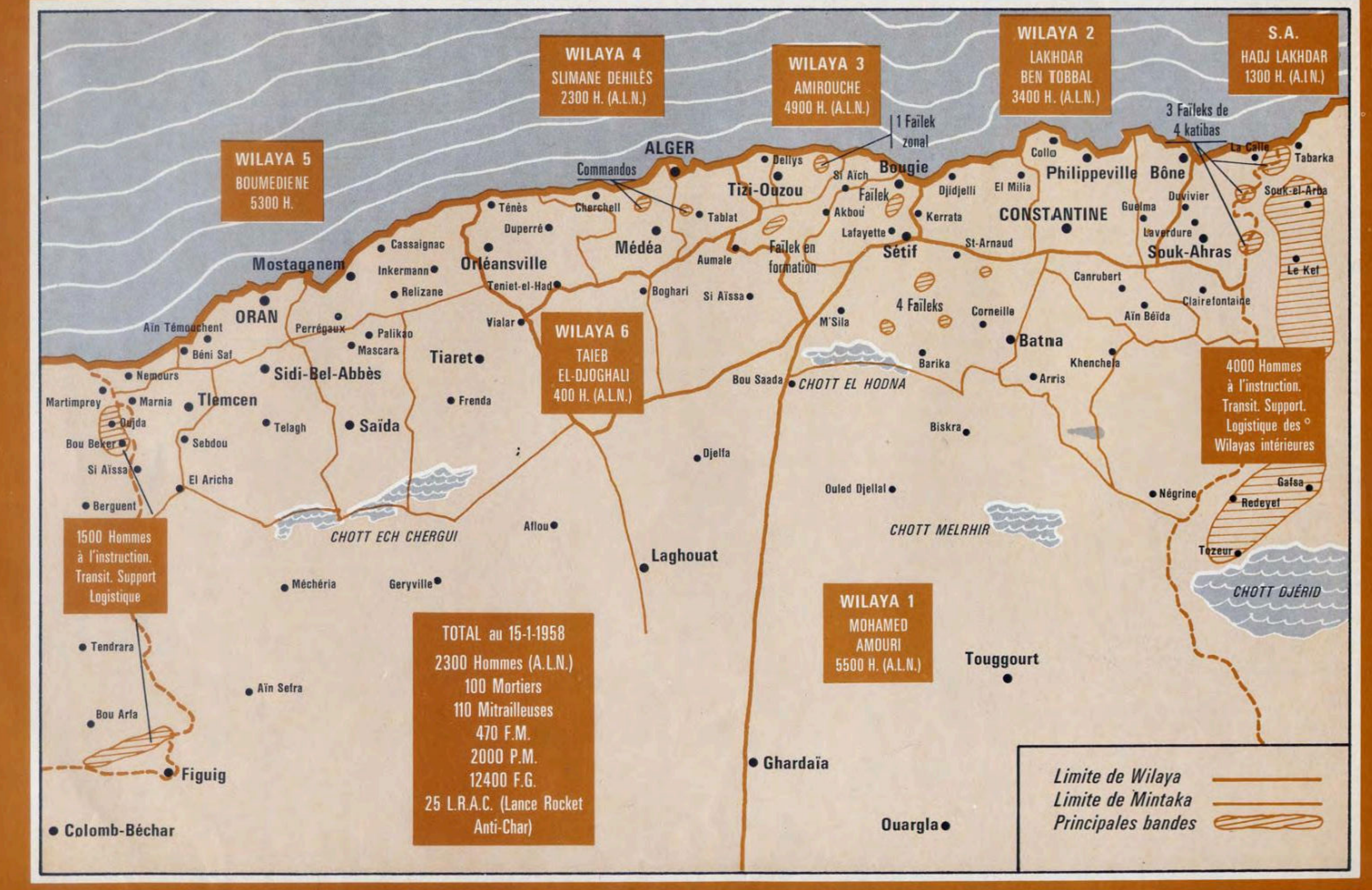
Albert Paul LENTIN

D. Leterrier



Quelques mois après la proclamation de l'indépendance. L'Armée de libération nationale est devenue l'Armée nationale populaire : elle est dotée d'un équipement et d'un armement ultra-modernes. De son soutien, le gouvernement tire l'essentiel de sa force.

L'ORGANISATION DU FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE AU 1er JANVIER 1958



Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 1er trim. 1974. — N° d'imp. C. 70. Librairie J. Tallandier, Paris N° 2108. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.— N° 379 - 4 février 1974.

